



RAPPORT D'ACTIVITES 2020

Siège de Charleroi
-Service Charleroi
-Antenne Extra Ring
Rue Desandrouin, 13
6000 Charleroi

Tél : 071/314042
Gsm : 0474/259044
Fax :

www.entre2wallonie.com
entre2wallonie@gmail.com

-Antenne de La Louvière

Gsm : 0477/315351
Anita.entre2wallonie@gmail.com

Service Louvain-le-Neuve
-Antenne Genappe

Traverse d'Esoppe,
1348 Louvain-la-Neuve

Gsm : 0470/587347
Joelle.entre2wallonie@gmail.com
Louison.entre2wallonie@gmail.com

Table des matières

INTRODUCTION	3
PROVINCE DE HAINAUT	6
1. SERVICE CHARLEROI	7
a) Statistiques	7
b) Constats de terrain	14
c) Projets particuliers	15
d) Perspectives	17
e) Exemple de suivi	18
2. ANTENNE EXTRA RING	21
a) Statistiques	21
b) Constats de terrain	27
c) Projets particuliers	28
d) Perspectives	28
e) Exemple de suivi	29
3. ANTENNE LA LOUVIERE	30
a) Statistiques	30
b) Constats de terrain	37
c) Projets particuliers	37
d) Perspectives	38
PROVINCE DU BRABANT WALLON	39
1. SERVICE LOUVAIN LA NEUVE	40
a) Statistiques	40
b) Constats de terrain	47
c) Projets particuliers	47
d) Perspectives	48
e) Exemple de suivi	49
2. ANTENNE GENAPPE	50
a) Statistiques	50
b) Constats de terrain	55
c) Perspectives	56
d) Exemple de suivi	56
SANTE	58
Introduction	59
1. PROVINCE DU HAINAUT	
1) Prévention/réduction des risques	62
2) Soins infirmiers	62
3) Accompagnement paramédical	65
4) Permanence médicale	66
5) Médibus	67
2. PROVINCE DU BRABANT WALLON	68
1) Prévention/réduction des risques	68
2) Dépistages	68
3) Accompagnement paramédical	68
4) Perspectives	70
Conclusion	70
CONCLUSION GENERALE	72

Introduction

2020... une année que l'on aimerait oublier...

Professionnellement et humainement elle aura été marquée par l'arrivée de nouvelles réalités et de termes tels que « gel hydroalcoolique », « télétravail », « FFP2 » ou encore « présentiel » et « visioconférence ».

Des termes jusqu'ici tellement éloignés du travail psychosocial, dont l'ADN est et doit rester le contact humain, la relation d'aide, les réunions animées et la liberté d'accompagnement physique des personnes dans leurs démarches parfois insurmontables.

Nous avons très vite constaté que 2020 serait une année particulière, difficile et où les mots d'ordre sont devenus : précautions, organisation, patience et soutien.

Nous avons écrit une lettre ouverte en fin d'année. Une lettre à destination du réseau psychosocial qui nous entoure. Une lettre où l'on a jeté nos sentiments, notre ras-le-bol professionnel, nos inquiétudes pour le public précarisé que nous suivons... Elle aura touché, interpellé et/ou informé ses lecteurs. Des interpellations politiques directes s'en sont suivies. Nous avons été entendus. Des changements en ont découlé, on n'en espérait pas tant.

Nous la déposons également ici, en guise d'introduction à notre Rapport d'Activités d'une année particulière, afin qu'elle soit lue et partagée encore plus largement :

« La Catastrophique »

Nous avons survécu professionnellement à la première vague suite à des aménagements, de la créativité et beaucoup de patience.

Cette seconde vague nous paraît davantage dramatique, tant au niveau de l'évolution des situations personnelles de nos usagers que par l'énergie que nous devons déployer au quotidien dans nos démarches psychosociales et médicales.

Au-delà du climat d'incertitude et d'angoisse permanente liée à cette crise sanitaire, nous avons déjà attiré l'attention préalablement sur les inconvénients de la fermeture et l'accessibilité des services tels que la CPAS, les administrations communales, le ministère des finances, les syndicats, l'Onem,.....

Ces services sont pourtant les services avec lesquels nous avons besoin d'échanger longuement et de manière répétitive pour analyser les situations souvent très complexes des personnes que nous suivons.

La norme de communication aujourd'hui est le mail ou les formulaires en ligne.

Les réponses se font attendre... De 3 jours à 3 semaines... Il arrive également que nous n'ayons aucune réponse à nos sollicitations. Nous devons donc réitérer les demandes. Parfois plusieurs fois.

Il est donc extrêmement compliqué et fatigant d'être sur le qui-vive constamment en attendant une réponse à nos mails, à nos formulaires, à nos appels perdus car les employés sont en télétravail et pas informés en temps réel, à converser par mail avec des opérateurs fraîchement engagés et pas au clair avec les procédures,... N'oublions pas que les usagers sont les premières personnes qui attendent ces réponses. Nous sommes donc constamment interpellés par ces personnes qui s'inquiètent, qui n'ont plus de revenus, qui doivent gérer leur famille, leurs angoisses pires que jamais, qui ne comprennent pas pourquoi les réponses sont si lentes...

Nous passons de plus en plus de temps avec les personnes au téléphone pour les écouter, leur expliquer et les rassurer. N'oublions pas que pour beaucoup, les capacités sont limitées et les démarches sont d'autant plus compliquées à réaliser.

Nous avons une multitude d'exemples à apporter car c'est devenu une situation quotidienne que nous tentons de gérer au mieux.

En voici un petit florilège :

- Une discussion d'une journée avec un téléopérateur de l'Onem qui dit ne pas savoir lire les pièces jointes à notre mail, alors qu'il n'y en a pas ! En attendant, la réponse à la question de départ nous l'attendons toujours après 7 jours... et si nous envoyons un nouveau mail, on communiquera avec un nouvel opérateur.. Il faut donc tout recommencer
- Les administrations communales étant fermées, il faut prendre rendez-vous par mail. Pour les personnes qui n'ont ni smartphone ni abonnement internet c'est pratique...
- Les documents tels que compositions de ménage ne sont disponibles que via le site de la Ville. Encore faut-il que les personnes aient leur carte d'identité ET leur code... (voir précédent point concernant la commande de documents en ligne).
- Le Ministère des Finances est fermé au public. Nous pouvons les appeler.. sauf qu'avec les règles RGPD les usagers doivent être présents sinon nous n'avons pas de réponse. Nous essayons donc d'expliquer aux personnes comment appeler et se débrouiller... tout un programme... Au mieux, nous pouvons correspondre par mail, mais les réponses sont envoyées au domicile des personnes... tout un programme aussi pour récupérer ces documents..qui n'ont parfois pas été photocopiés avant d'être donnés aux services les réclamant..il faudra donc les redemander...
- Les syndicats ont fermé leurs permanences. Réponse moyenne aux mails : 3 semaines..
- Les visites dans les prisons ou défense sociale sont suspendues pour une période indéterminée. Pour certaines personnes, nous sommes leur seule visite et contact extérieur.
- Le service des étrangers de la Ville de Charleroi est fermé car tous les travailleurs sont en quarantaine ou malades.
- Les hôpitaux sont fermés. Pour récupérer une ordonnance urgente et vitale mal remplie par un médecin infectiologue hyper sollicité c'est magique !
-

Il est clair que nos professions nous amènent sans cesse à nous adapter aux nouvelles réalités, tant des situations personnelles de nos suivis que de la société.

Nous remarquons qu'après ces longs mois, la fatigue intellectuelle est là et nous avons besoin de l'énergie de toute l'équipe de travail pour surmonter ces innombrables difficultés et avoir du soutien au quotidien.

Le télétravail n'est pas l'idéal pour nos missions. Nous ne pouvons voyager avec les dossiers et n'avons pas toujours une information immédiate à donner à un appel miraculeux d'un service que nous avons sollicité 3 semaines auparavant..

Nous sommes également touchés par les quarantaines respectives des membres de l'équipe et tout ce que cela implique en réorganisation du travail.

C'est pourquoi nous citons l'expression d'une de nos dames pour illustrer notre réalité de travail en 2020.: « ***Madame, c'est la catastrophique !*** »

PROVINCE DU HAINAUT

Service Charleroi
Antenne Extra Ring
Antenne La Louvière

1. SERVICE CHARLEROI

a) Statistiques (personnes prostituées + entourage)

Les démarches psychosociales ont été rendues plus complexes par l'absence d'interlocuteurs physiques, l'obligation de correspondance par mail, les capacités des personnes suivies à s'adapter à ces nouveaux types de démarches.

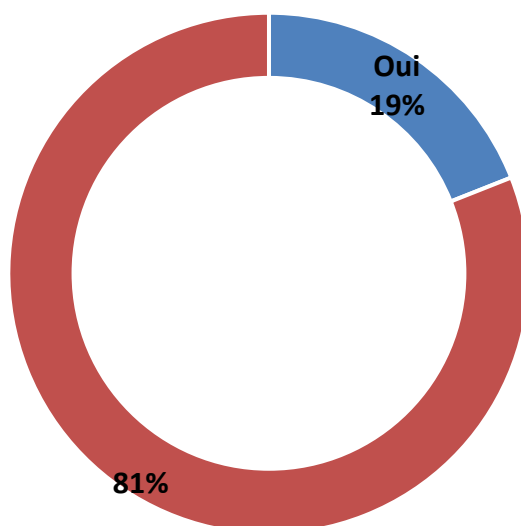
Le télétravail ayant également touché les services administratifs (CPAS, syndicats, mutuelles,...), les difficultés de communication ont rapidement vu le jour et cristallisé grand nombre de situations précaires.

Nous constatons une baisse inévitable de nos chiffres tant au niveau du public que de nos interventions psychosociales, que nous appellerons désormais « **Accompagnements psychosociaux** » pour être au plus proche de notre réalité de travail.

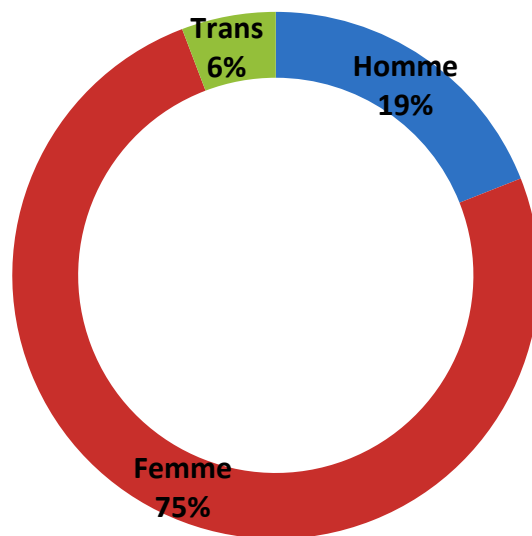
Profils :

N=121

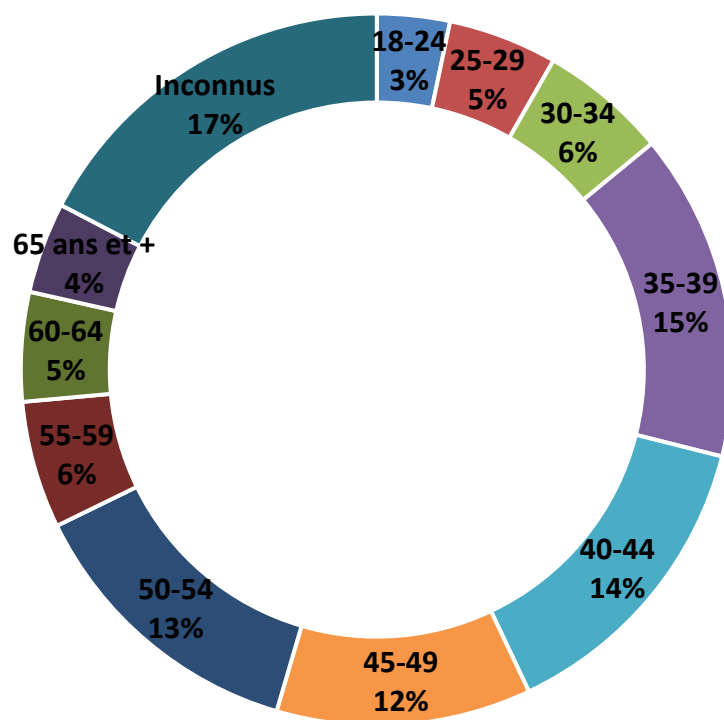
Nouveau contact



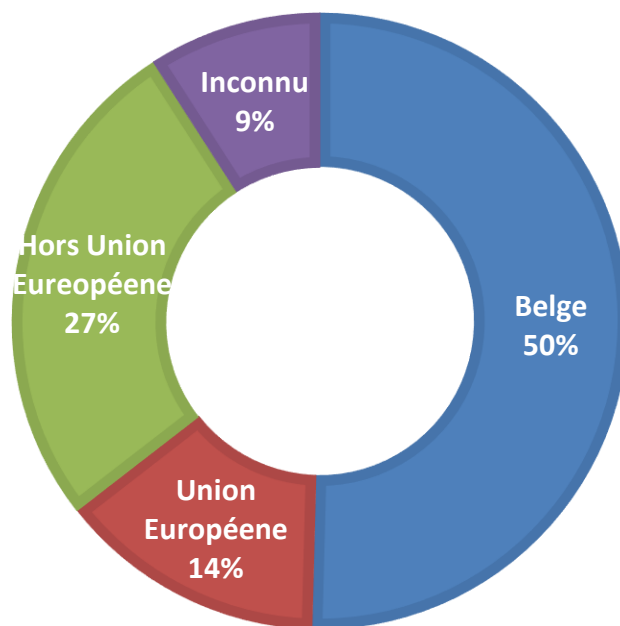
Sexe



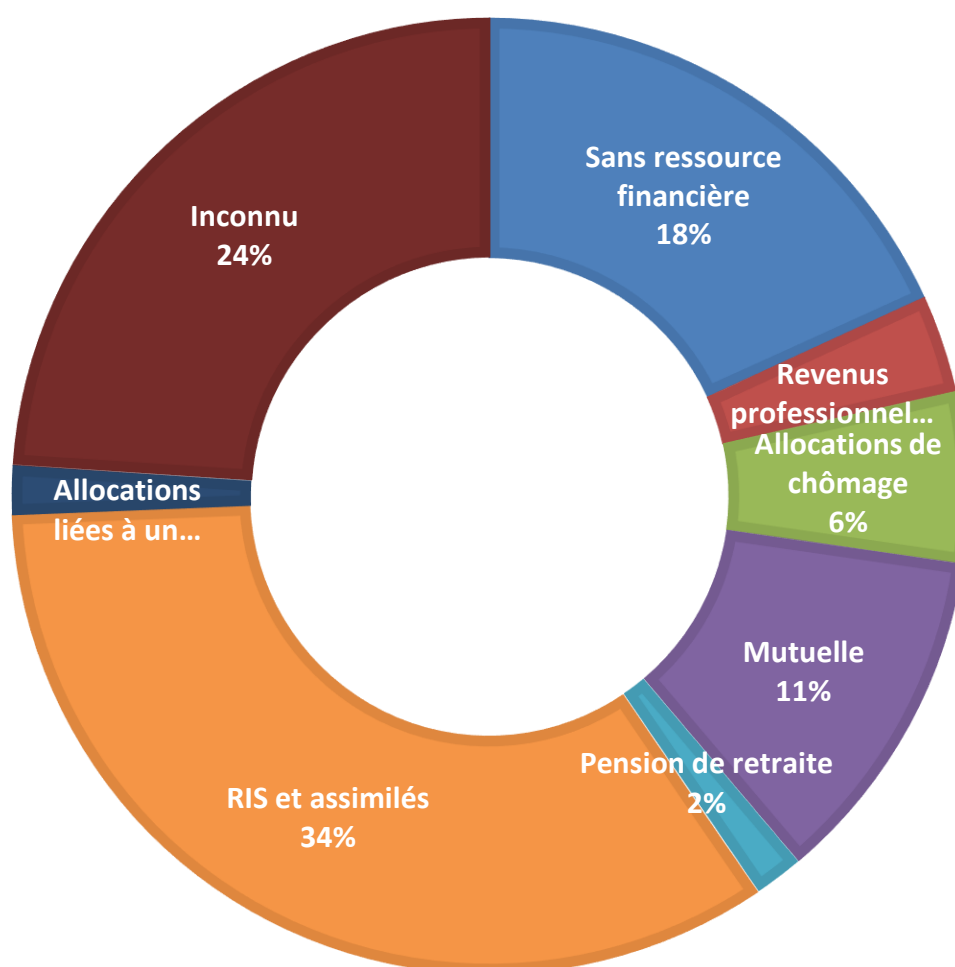
Âges



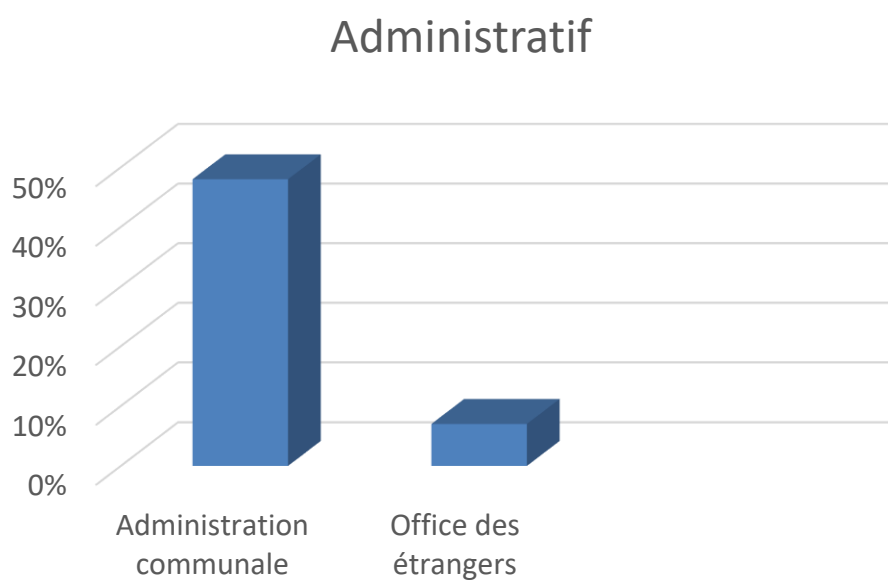
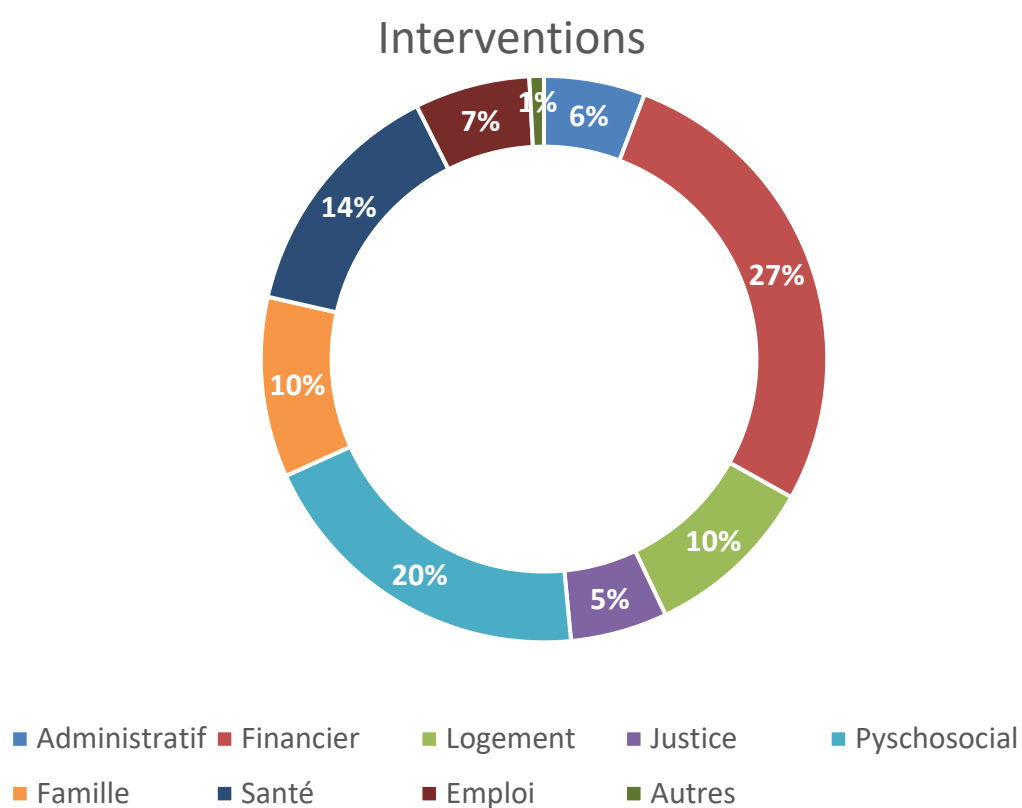
NATIONALITÉS



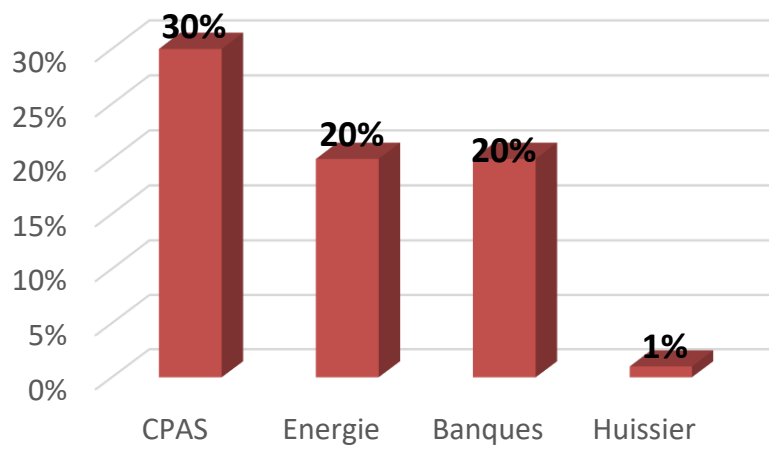
RESSOURCES FINANCIÈRES



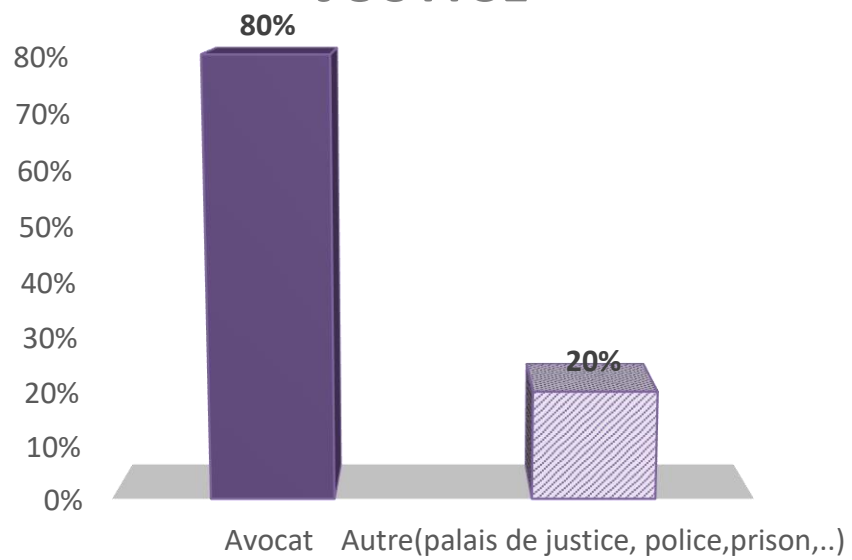
Accompagnements psychosociaux :



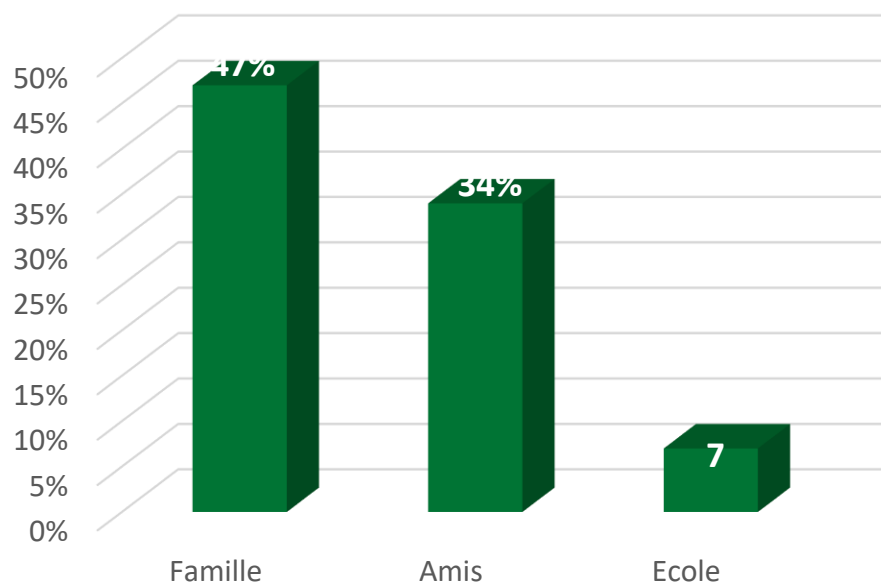
Financier



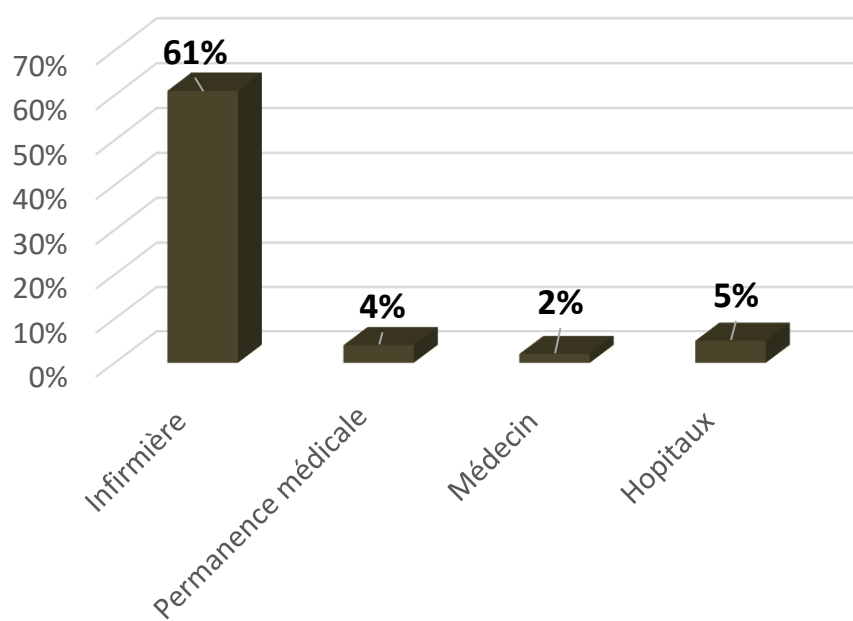
JUSTICE

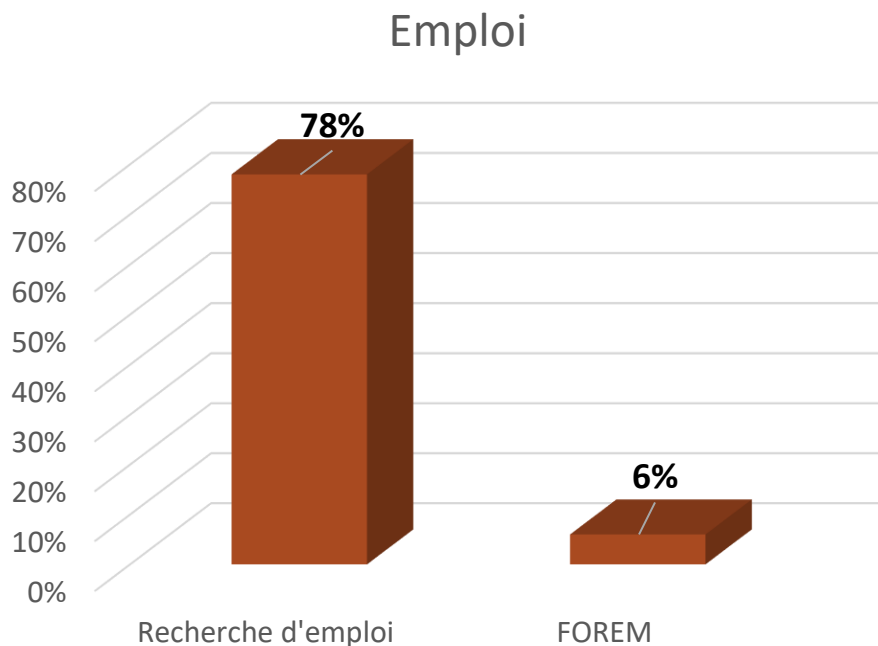


Famille



Santé





b) Constats de terrain

L'état de sidération et les mesures sanitaires face à l'arrivée du Covid 19 (confinement stricte) se sont ressentis sur le terrain en début de crise sanitaire.

Rues désertes, bars fermés.

Nous avons maintenu le lien avec des dizaines de personnes par entretiens téléphoniques réguliers et messenger.

Les personnes qui se prostituent en rue ont réinvesti progressivement les rues du centre ville après quelques semaines mais en moins grand nombre. Rappelons que Covid ou pas Covid, les besoins financiers sont là et ne disparaîtront pas, que du contraire. Le manque de clients, et donc d'argent, s'ajoute aux difficultés habituelles.

La clandestinité est plus que jamais de mise. Avec encore une fois tous les risques que cela représente en terme de sécurité, d'hygiène et de santé.

Nous avons distribué du matériel d'hygiène complémentirement aux préservatifs. Gel hydroalcoolique et masques chirurgicaux ont été distribués en masse. Les risques encourus n'étaient visiblement pas compris par une grande majorité de notre public. Il était important que nous puissions donner une information compréhensible à ce niveau.

Un autre constat, commun à tous les services de terrain sur le territoire de Charleroi, est la disparition progressive du public sdf, toxicomane des rues du centre ville. Les politiques communales menées en ce sens y sont sans doute pour quelque chose.. Ceux-ci semblent en effet s'être dispersés dans les autres communes telles que Marchienne-au-Pont. Ce qui pose une difficulté supplémentaire pour maintenir le lien avec les plus fragiles.

Le public étranger de passage (Europe de l'Est), très instable et volatile, semble avoir disparu momentanément de nos rues. Mais n'ont certainement pas disparu totalement... Plusieurs interventions policières dans des privés ont prouvé que ce public est toujours présent mais encore plus clandestinement.

Nombre de contacts en rue

2019	2020
4583	1881

Nombre de contacts en permanence

2019	2020
1920	1241

c) Projets particuliers

Campagne SMS :

Nous avons pu vérifier que bon nombre de personnes se prostituant en rue se sont tournées, restrictions sanitaires obliges, vers les sites de rencontre spécialisés.

En collaboration avec des sites de rencontres spécialisés, nous avons pu diffuser gratuitement et largement notre message, envoyé directement par sms par les gestionnaires du site :

Préservatifs, gels, éponges, masques,... envoi d'un kit gratuit. Intéressé-e ? Envoyez-nous vos noms et adresse au 0474/25.90.44 ASBL Entre2Wallonie (service anonyme et gratuit)

Ainsi, à chaque demande, plus de 300 sms sont envoyés par le site. Nous avons reçu 29 réponses et avons pu envoyer 54 Kits comprenant :gel hydroalcoolique, éponge, masque, préservatifs, lubrifiant.

Nous reprenons systématiquement contact avec chaque personne répondant à notre sms. Nous tentons par là de créer un lien avec ces nombreuses personnes et de programmer une rencontre afin de nous présenter plus amplement.

Les demandes d'aide émergent à ce moment-là.

Ce nouvel outil nous permet d'étendre notre travail de terrain et de toucher une population plus isolée encore.

Nous avons également pu recevoir des appels ou des messages de clients n'ayant visiblement pas compris le sens de notre annonce, qui est pourtant très claire... Nous prenant pour des annonceuses de services sexuels, leurs demandes sont parfois irrespectueuses dès les premières secondes de notre conversation. Ceux-ci raccrochent immédiatement dès que nous expliquons notre travail. D'autres, plus respectueux, en rient... Ce contact brut avec les clients nous permet d'imaginer ce que les personnes prostituées peuvent subir certains jours.. Nous avons donc modifié plusieurs fois le message pour être mieux compris par tous les utilisateurs.

Atelier Récup :

Nous avons pu réaliser 6 ateliers en début d'année. Ils ont dû être stoppés en mars avec le confinement.

Les projets autour des poufs, des décorations de Noël, de Pâques et d'autres créations sont toujours en perspective.

Commission Prostitution :

En raison des mesures sanitaires, peu de réunions ont pu avoir lieu cette année. Mais le contact a été maintenu par téléphone et visioconférences.

Toutefois, un projet de créer une zone de tolérance dans le centre ville est sur la table des projets politiques. Plusieurs échanges autour des contraintes et des opportunités ont déjà eu lieu cette année.

Fédération des Services sociaux (FDSS):

Nous avons participé à l'élaboration d'une carte blanche ainsi que la rédaction d'un protocole pour l'exercice des activités prostitutionnelles. La FDSS a réuni ses différents membres ayant pour mission l'accompagnement des personnes prostituées pour réfléchir ensemble à des pistes de travail ainsi qu'une communication claire à donner au public, qui,

rappelons-le, a des réalités de vie et de pratiques singulières (la réalité des bars n'est pas la même que les privés ou la prostitution de rue).

La FDSS nous a invités à participer à une recherche sur les spécificités du travail social avec les personnes prostituées. Nous avons pu nous pencher sur les réalités de notre secteur et échanger sur nos pratiques. Cette recherche fera l'objet d'un travail plus conséquent et d'une présentation publique en 2021.

d) Perspectives

Nous souhaitons aller au contact, sensibiliser et soutenir à nouveau les personnes que nous suivons à la remise en ordre administrative et médicale. Nous visons par là la limitation des désastres psychosociaux pressentis en 2021. Dans ce sens et grâce à l'apport financier du fédéral, nous pourrions renforcer l'équipe pour intensifier notre travail psychosocial en 2021. Grâce à un subside exceptionnel (20 000 eur de la Région Wallonne), nous pourrions distribuer à notre public des « tickets S » d'une valeur de 10 eur.

Nous avons réfléchi à la méthode de distribution de ces tickets auprès de notre public. La manière la plus adéquate qui répond au mieux à la réalité de terrain est une distribution de 2 tickets de 10eur par semaine et par personne.

La prostitution de rue étant celle avec laquelle nous travaillons majoritairement, est, comme vous le savez, un public plus que précaire (sans abris, toxicomanie, santé mentale,...). Nous devons cadrer au mieux l'utilisation de ces tickets S (échange contre produits, médicaments, alcool,...).

Nous maintenons la « campagne SMS » et une visibilité sur les sites de rencontres spécialisés (bannière publicitaire + sms) pour toucher les personnes se prostituant en privé.

Nous continuerons à participer à la politique en place et l'élaboration d'un « quartier prostitution » (zone de tolérance) sur Charleroi.

Enfin, nous relancerons les diffusions et les débats accompagnant notre film-documentaire « **Dames de Cœur** ». Une diffusion en présentiel est toujours plus vivante mais nous réfléchirons à rendre les visios plus riches si la pandémie devait se prolonger. Notons également qu'il a été sélectionné au festival « Rencontres du documentaire » de Nancy.



e) Exemple de suivi

Madame L est une dame d'une trentaine d'années. Nous la connaissons de vue depuis plusieurs mois mais elle est restée très longtemps méfiante et assez distante avec notre service. Jusqu'il y a environs 6 mois où Madame a décidé de solliciter notre aide.

Madame L vit actuellement (et presque exclusivement) en rue depuis plusieurs mois. Elle s'est retrouvée sans carte d'identité et sans carte bancaire ce qui l'a poussée à nous demander de l'aide dans ses démarches.

Elle nous informe également qu'elle était sous administrateur de biens car elle souffre de troubles mentaux et est de surcroit poly toxicomane. Malheureusement, suite à de nombreux excès de colère et vu son comportement ingérable, son dernier (et 4^{ème} !) administrateur de biens venait d'être révoqué par le juge de paix. Elle nous supplie donc de faire les démarches nécessaires pour être assistée dans la gestion de son argent car elle a conscience qu'elle ne s'en sortira pas seule.

Au fil des semaines, Madame L se confie davantage sur sa vie. Elle a deux enfants, dont le papa à la garde exclusive. Elle n'a plus de contact avec eux (enfin c'est assez difficile d'être formel car selon son état psychologique, les propos de Madame L sont assez divergents). Apparemment, tout aurait dérapé avec l'une de ses conquêtes qui aurait été violent avec eux.

Elle nous apprend également que sa maman se prostituait et connaît encore des personnes faisant partie du milieu, mais elle ne s'est jamais attardée davantage sur sa famille.

Concernant les démarches qu'elle nous a demandé d'effectuer avec elle, nous avons, et faisons toujours face, à de nombreuses embuches.

Tout d'abord, il faut savoir que Madame n'a pas de GSM il ne nous est donc pas possible de la contacter pour l'informer de ses éventuels rendez-vous ou pour lui demander des compléments d'informations. Nous devons soit la chercher en rue ou attendre qu'elle vienne d'elle-même, ce qui, vu la crise sanitaire et les nombreux confinements et restrictions auxquelles nous nous adaptons n'est pas toujours chose aisée.

Concernant son administrateur de biens, ce dernier a été très coopératif et nous a envoyé son dernier rapport et les nombreux débordements qu'il a du gérer avec Madame L. Souvent hystérique, irrespectueuses, harcelante, il a essayé de l'assister au mieux durant quelques années.

Durant cette période, Madame a emménagé dans différents appartements mais suite à de nombreuses dégradations, elle était expulsée avec parfois des centaines voir des milliers d'euros à payer aux propriétaires pour les dégradations. Ce sont d'ailleurs en grande partie pour le règlement de ces frais que son administrateur a dû piocher dans la quasi-totalité de ses économies.

Après que nous ayons pris contact avec un avocat pour connaître les possibilités qui s'offraient à Madame, il s'avère qu'une nouvelle requête est possible mais son dossier doit être solide et motivé afin de convaincre le juge. Pour mener à bien cette démarche, nous avons essayé de joindre le dernier psychiatre qui la rencontrée. En effet, Madame fait

régulièrement de courts séjours en hôpital psychiatrique mais n'effectue pas un suivi régulier en dehors de ses hospitalisations.

Après une multitudes de relances auprès du service psychiatrique, une attente interminable (nous parlons de plusieurs semaines car encore une fois, crise sanitaire oblige, certains médecins n'étaient pas/peu joignables et débordés), de nombreux interlocuteurs qui n'avaient parfois vu Madame que quelques minutes, nous avons enfin eu contact avec un médecin qui a pu s'entretenir à quelques reprises avec Madame L. Malheureusement, celui-ci nous informe qu'il n'a plus eu de contact avec madame depuis de nombreux mois, il ne peut donc pas motiver sa demande pour un administrateur de biens.

Quand elle est venue nous voir, Madame était toujours domiciliée dans son dernier appartement mais n'y habitait plus depuis de nombreux mois. Elle était donc en cours de radiation. Dès lors, lorsque nous avons fait des démarches auprès de sa banque pour qu'elle puisse récupérer une carte, ce fut assez compliqué. En effet, lorsque l'on appelle Card Stop pour une carte perdue ou volée, une nouvelle carte est automatiquement renvoyée quelques jours plus tard. Sauf que cette nouvelle carte est envoyée à l'adresse de la personne et en l'occurrence, ici, Madame L. comme expliqué précédemment, ne vivait plus à l'adresse où elle était toujours domiciliée.

Nous avons donc voulu contacter sa banque. Avec les mesures sanitaires, les agences de proximités étaient toutes fermées et tout était centralisé dans une agence d'une ville voisine. Lorsque nous téléphonions pour les joindre, les appels étaient centralisés sur l'agence de Bruxelles qui re distribuait les appels aux agences concernées. Dès lors il a fallu attendre plusieurs jours afin qu'une personne reprenne contact avec nous et accepte de nous recevoir avec Madame L pour leur expliquer la situation.

Lorsqu'enfin un rendez-vous a été fixé, il a encore fallu passer par de multiples intermédiaires afin de trouver Madame L et la prévenir. Heureusement, nous l'avons prévenue à temps et le personnel de l'agence a été compréhensif et ils ont accepté que ses documents soient envoyés à notre bureau.

Malheureusement, en quelques mois, cette situation s'est présentée à plusieurs reprises. En effet, vu l'instabilité de Madame, elle se fait régulièrement voler/emprunter sa carte bancaire ou la perd.

Entre temps, Madame a été radiée de son domicile et s'est donc retrouvée sans adresse. Chaque démarche en ce moment relève du défi compte tenu des confinements, du télétravail, des quarantaines, plus toutes les absences (vacances, maladies...) du personnel administratif.

Madame nous sollicite constamment pour que l'on fasse le nécessaire pour introduire une requête pour un administrateur de biens mais c'est assez compliqué de constituer un dossier en sachant qu'elle ne se présente pas aux rendez-vous ou que nous n'arrivons pas à la prévenir à temps quand nous arrivons enfin à en obtenir un pour avancer dans ses démarches.

Et puis, après plusieurs semaines sans nouvelle, Madame nous appelle et nous informe qu'elle est actuellement dans un service d'urgence psychiatrique. Elle y fait régulièrement de

plus ou moins longs séjours et je pense qu'elle y entre quand elle sent qu'elle est complètement perdue et à bout physiquement.

Heureusement, l'assistante sociale du service nous a très vite contactées et en collaboration avec elle, certaines démarches ont été rapidement introduites. Ainsi, une requête à la justice de paix de la commune où Madame réside actuellement (donc l'hôpital) a enfin pu être envoyée. En outre, une demande d'adresse de référence au cpas a également été demandée.

Grâce à cette hospitalisation (car en toute honnêteté nous aurions pu encore tourner en rond de nombreux mois sans que la situation ne se décante) , à la disponibilité et la rapidité de son assistante sociale de référence au sein de ce service, la situation de Madame est peut être sur le point de s'améliorer.

Peut être, en effet... Car même si les démarches sont en cours, les décisions ne dépendent plus de nous mais d'autres services compétents et qui eux-mêmes font face à leurs propres difficultés en cette période quelque peu surréaliste. Ne pas non plus oublier le facteur temps... Madame est entrée de son plein gré dans ce service de psychiatrie mais elle peut craquer à tout moment et décider de le quitter. Elle pourrait également devoir le quitter suite à son comportement qui est parfois inapproprié, c'est déjà arrivé.

Bref, tout pourrait très bien tomber à l'eau si du jour au lendemain elle quittait l'hôpital car tout a été rentré dans la commune dont il dépend... et nous n'avons également aucune garantie sur les réponses qui lui seront apportées si nous arrivons jusqu'à cette étape.

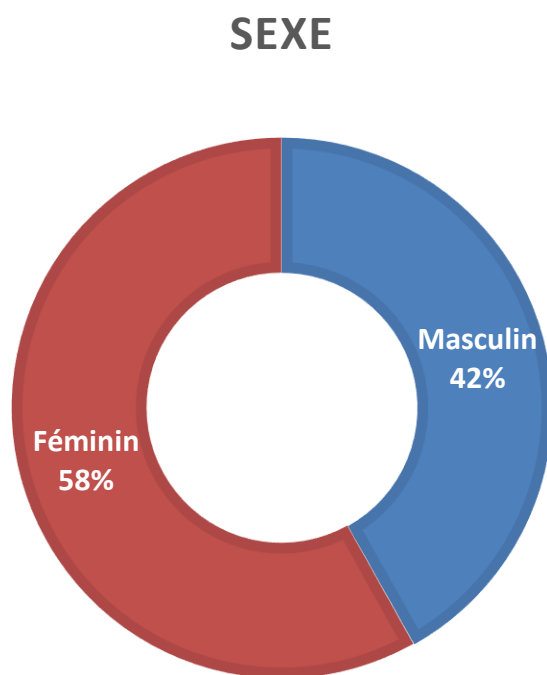
Toutefois, restons sur quelques notes positives... Madame n'est plus sous l'emprise de stupéfiants depuis maintenant plusieurs semaines et suit un traitement pour ses troubles psychologiques. Elle n'est également plus à la rue et est entre de bonnes mains pour, souhaitons- lui, entamer un nouveau départ à sa sortie. Et enfin, une collaboration entre les services, et une communication entre les travailleurs sociaux ne peut être que bénéfique pour les bénéficiaires, cette situation en est un bel exemple.

2. ANTENNE EXTRA RING

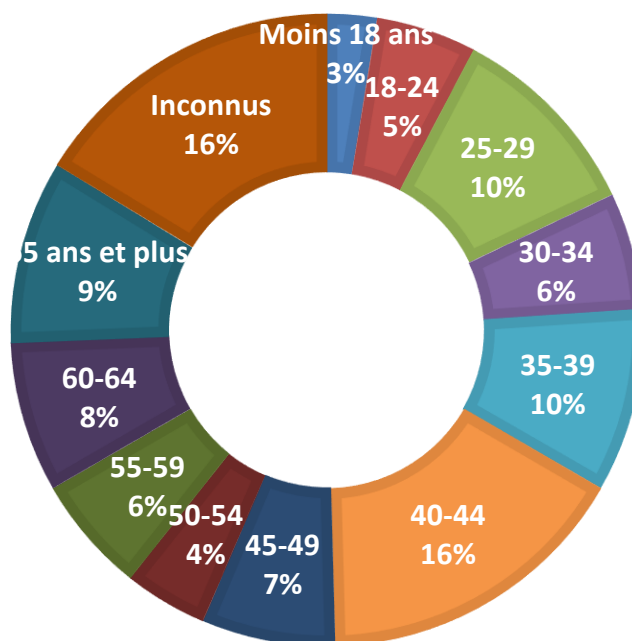
a) Statistiques(personnes prostituées + entourage)

Profils :

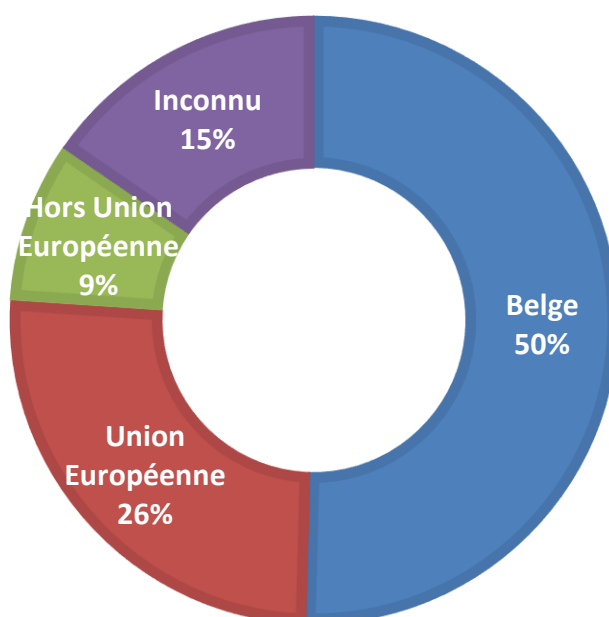
N=117



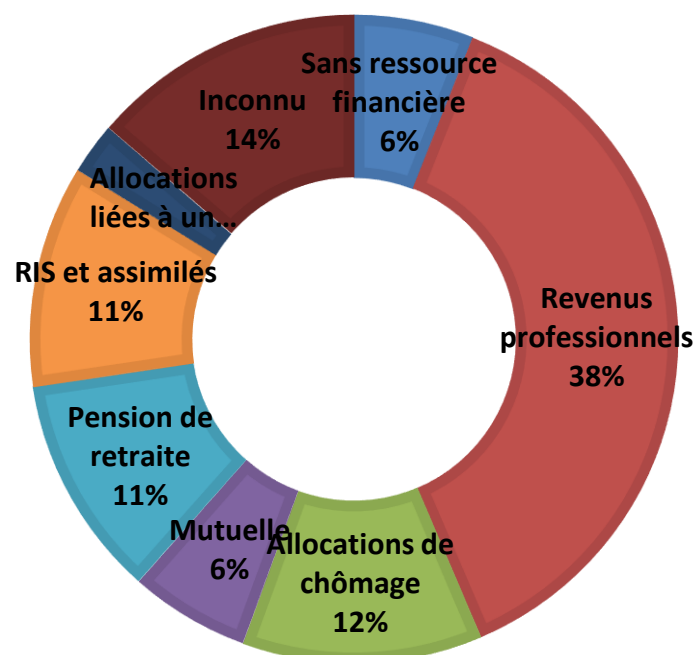
AGES



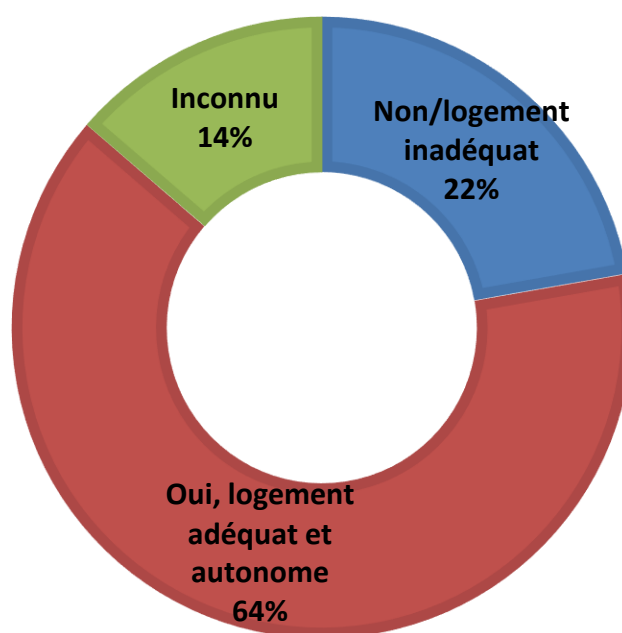
NATIONALITÉ



RESSOURCES FINANCIÈRES

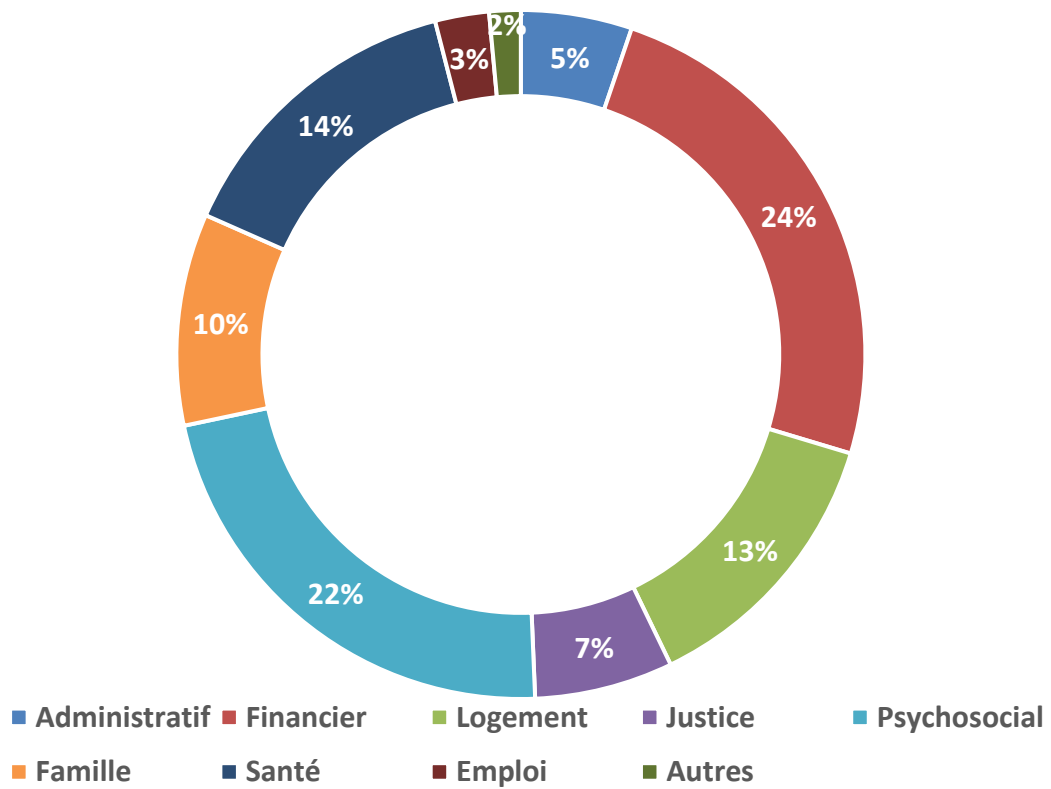


LOGEMENT

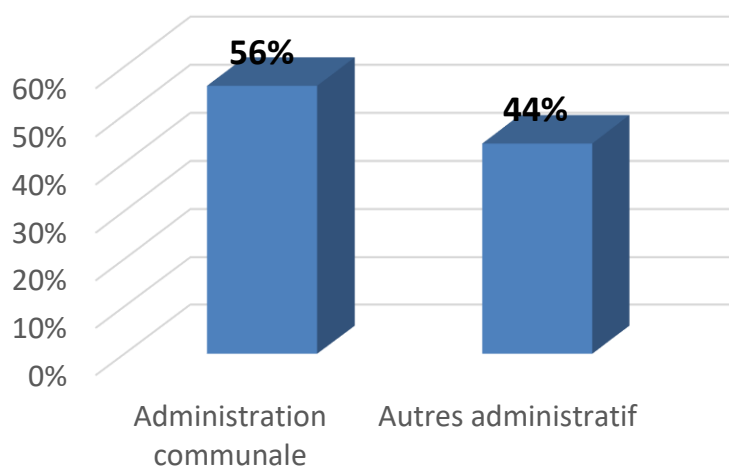


Accompagnements psychosociaux :

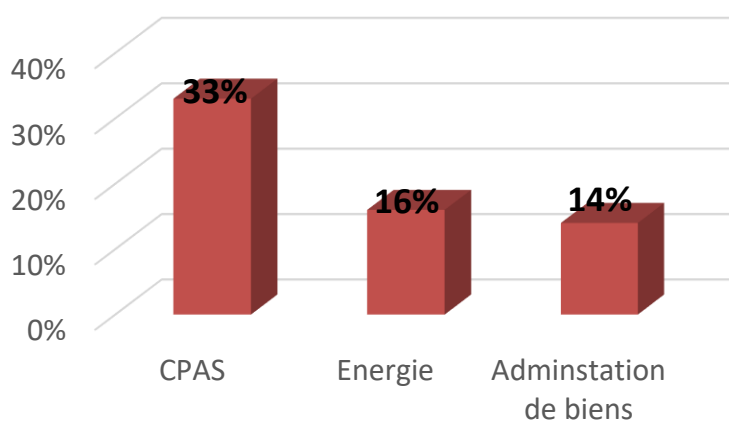
Général



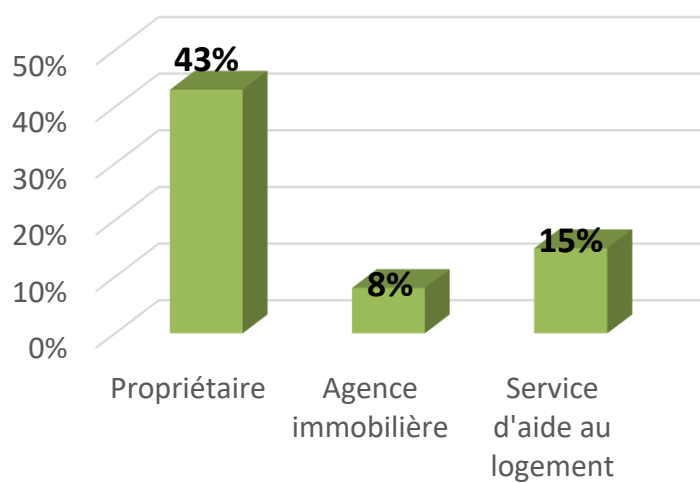
Administratif



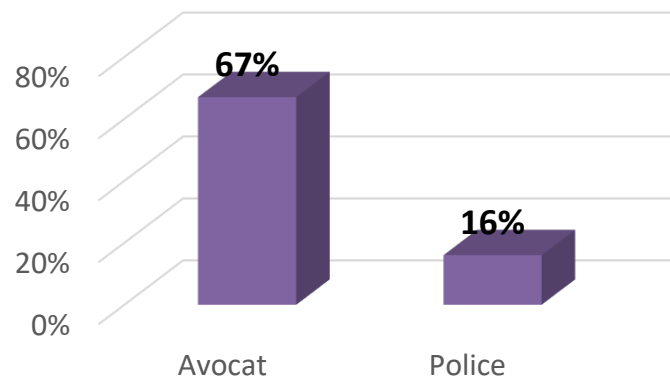
Financier



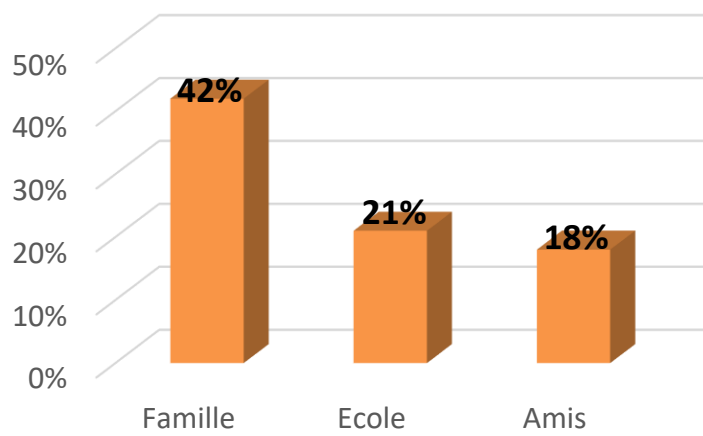
Logement



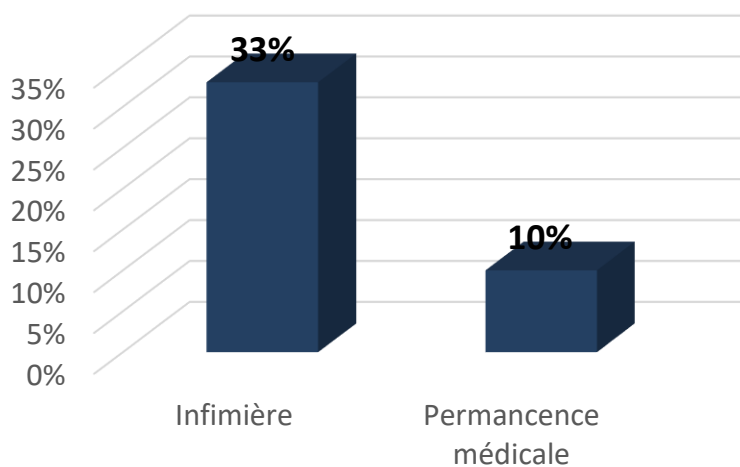
Justice



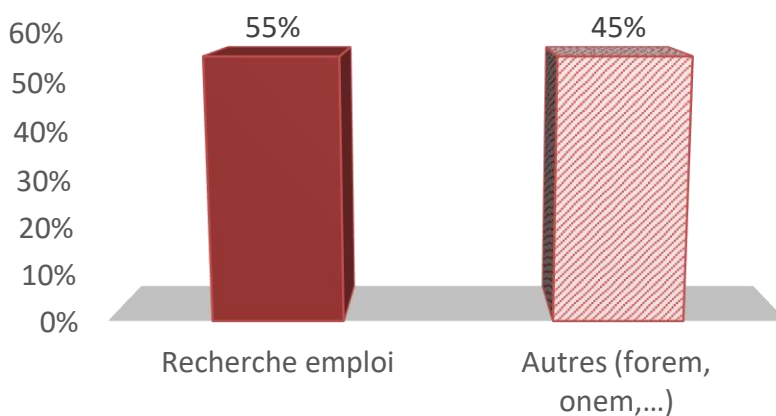
Famille



Santé



EMPLOI



b) Constats de terrain

Le projet Médibus a été suspendu durant quelques mois. A notre retour, nous avons constaté une nette diminution de fréquentation des personnes prostituées sur les parkings car elles ont reçu des amendes administratives. Le public homme ne semble pas avoir été particulièrement touché par ces contrôles de police et les rencontres se sont maintenues. Les services sociaux de terrain de la région de Charleroi ont constaté une migration du public présent dans le centre ville de Charleroi vers l'extra ring. La difficulté est maintenant de

localiser ces personnes, souvent les plus précaires (toxicomanes, sdf,...), afin d'aller à leur rencontre et de répondre au mieux à leurs besoins.

Les bars de Gosselies ont été rapidement fermés, puis partiellement rouverts puis refermés puisqu'ils étaient liés à la réglementation de l'Horeca. Toutes les personnes de nuit ont perdu leur travail. Nous pouvions les croiser lors de nos visites mais ce public est actuellement perdu de nos contacts..

c) Projets particuliers

Médibus (voir axe santé)

d) Perspectives

Nous souhaitons aller au contact, sensibiliser et soutenir à nouveau les personnes que nous suivons à la remise en ordre administrative et médicale. Nous visons par là la limitation des désastres psychosociaux pressentis en 2021. Nous avons déjà attiré l'attention sur les inconvénients des fermetures et accessibilité des services tels que le CPAS, l'Onem, administrations communales, les syndicats,...ainsi que sur les conséquences directes dans les dossiers de beaucoup de personnes. Nous souhaitons agir en amont de ces situations catastrophiques et mobiliser les personnes dans leurs démarches, les raccrocher avant qu'il ne soit trop tard.

Dans ce sens, nous maintiendrons notre partenariat dans le projet Médibus.

Nous développerons un dispositif de services intégrés à Marchienne-au-Pont. Différents services implantés au centre ville de Charleroi (l'asbl Le Comptoir, l'asbl Diapason et Entre 2 Wallonie), souhaitent mener des actions en vue de rencontrer les besoins et demandes des usagers de drogue et personnes prostituées sur Marchienne-au-Pont.

La distribution de « Tickets S » au public de cette antenne a également été mise en place, sur base des mêmes contraintes que pour Charleroi. Elle se maintiendra en début d'année 2021.

e) Exemple de suivi

Venu à l'ASBL par le biais d'un de nos suivis travaillant en rue, Monsieur I est un homme suivi depuis quelques années. Monsieur a 2 filles âgées de 10 et 13 ans d'une première union et un fils de 5 ans d'une seconde union.

Sa première demande fut par rapport à ses filles, une séparation difficile avec une garde partagée inadéquate pour ses filles. La maman étant toxicomane, Monsieur I souhaitait absolument faire des démarches auprès d'un avocat pour en obtenir la garde principale. Nous l'avions alors accompagné dans ce sens.

En 2020, bien que suivi assez régulièrement, Monsieur s'est retrouvé à la rue avec ses deux filles suite à sa séparation avec la maman de son fils. Etant accompagné de celles-ci, il a pu être considéré comme prioritaire dans les abris de nuit afin qu'ils puissent y dormir chaque soir. D'après I ils n'ont passé aucune nuit dehors. Après 3 mois en abris de nuit, une place dans un centre d'hébergement se libère. I et ses filles ont pu avoir accès à une chambre privée et une cuisine qu'ils partageaient avec une autre famille.

Le petit garçon étant resté avec sa mère durant le temps où Monsieur était sans abri, son ex-compagne, Madame C ayant des soucis financiers, lui a confié la garde de celui-ci durant quasiment toute la période où Monsieur était dans le centre d'hébergement. Un arrangement de garde fût mis en place, mais peu respecté par la maman.

En juin 2020, Monsieur trouva un logement par le biais d'une candidature auprès de notre partenaire, le capteur logement. Monsieur et sa famille s'y sont sentis bien directement. Nous avons dès lors accompagné Monsieur dans ses démarches auprès de la commune, des fournisseurs d'énergie, dans les échanges avec son propriétaire,...

La relation avec la Maman de son fils se dégrade assez rapidement, les accords de garde n'étant pas respectés, Monsieur décide alors de refaire une démarche auprès d'un avocat pour obtenir la garde de son fils. Avec les confinements, l'audience devant la tribunal de la famille est reportée, si bien que fin 2020 Monsieur n'est pas encore passé devant le tribunal.

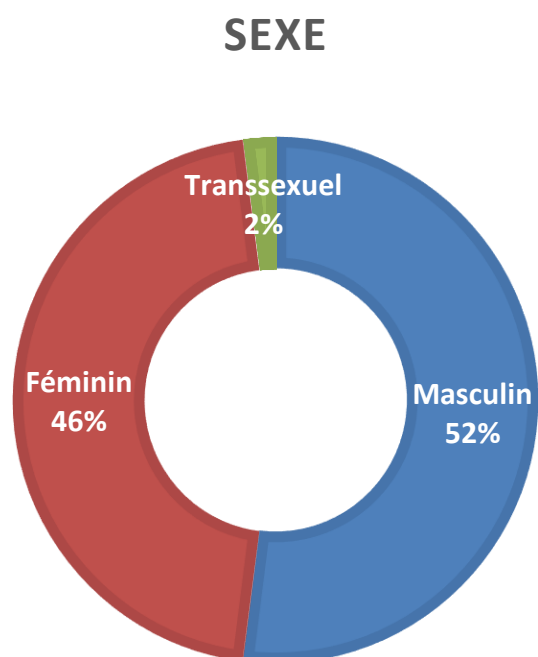
Fin 2020, Axa contact Monsieur par rapport à un accident qu'il aurait eu en 2015, de la s'enclenche alors des rendez-vous médicaux afin de prouver que Monsieur garde de séquelles de l'accident l'empêchant, selon lui, de pouvoir vivre normalement. En effet, il souffrirait de douleurs permanentes dans tout le corps. Notre infirmière en santé communautaire se charge alors avec Monsieur de prendre différents rendez-vous médicaux pour avoir un dossier avant de se présenter devant le médecin expert.

3. ANTENNE LA LOUVIERE

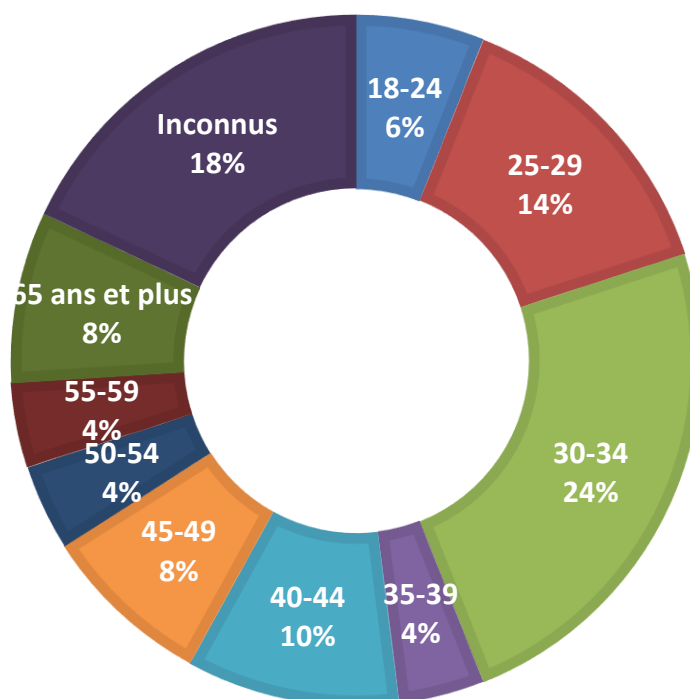
a) Statistiques (personnes prostituées + entourage)

Profils :

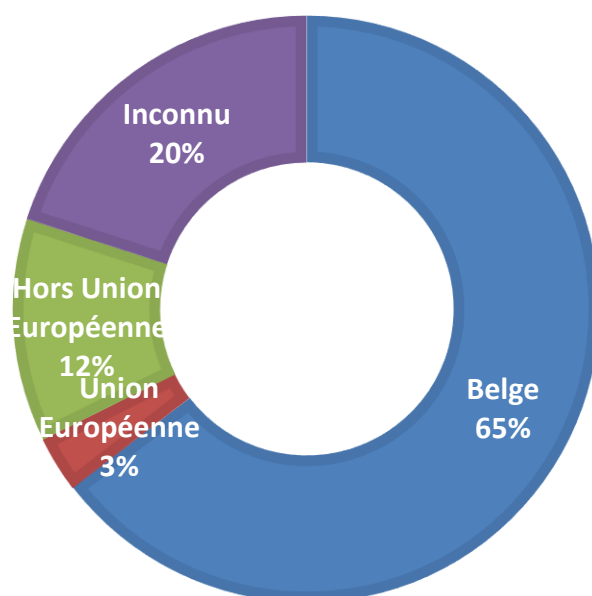
N= 50



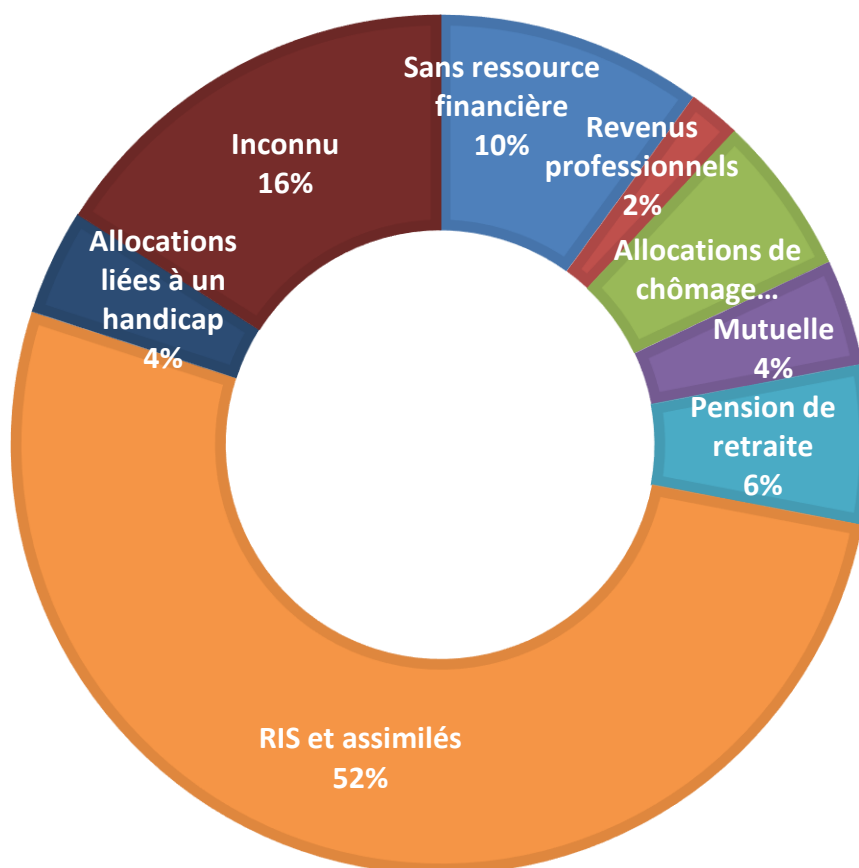
AGES



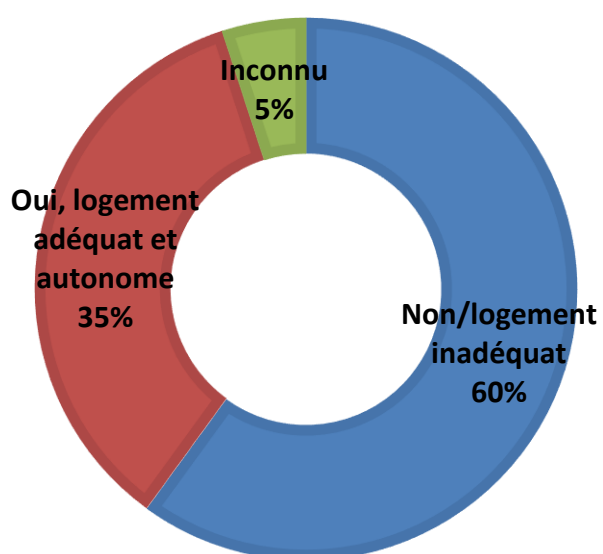
NATIONALITÉ



RESSOURCES FINANCIÈRES

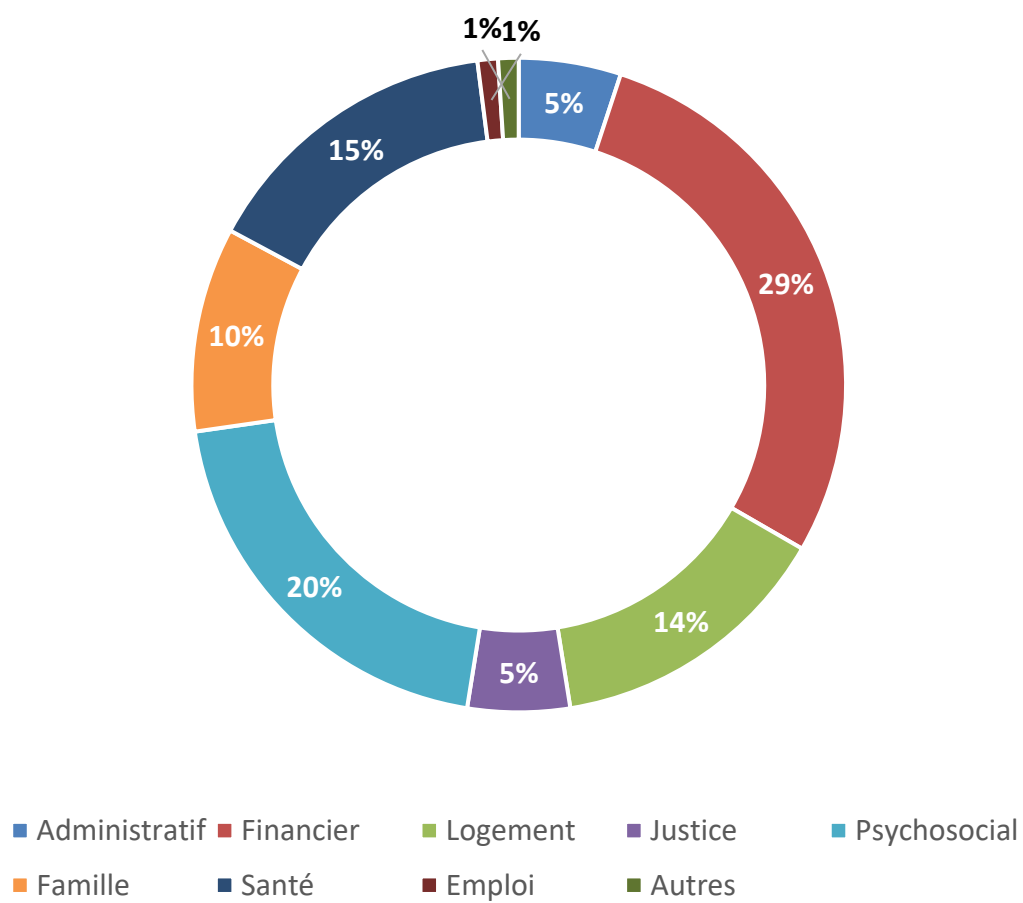


LOGEMENT

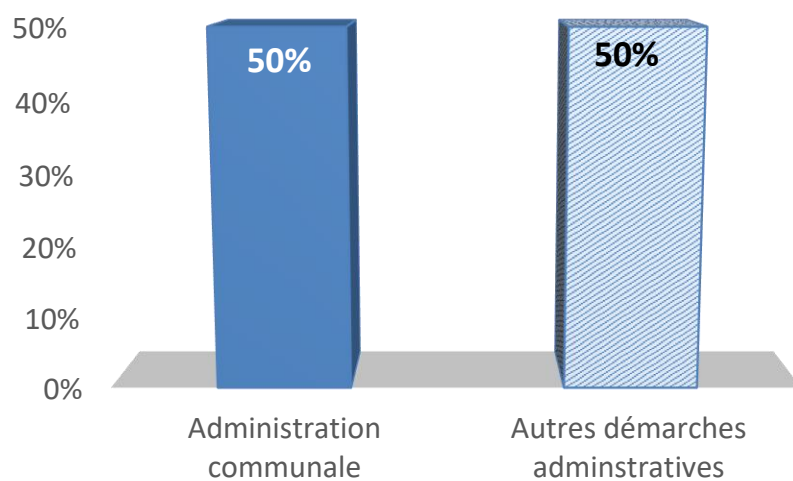


Accompagnements psychosociaux :

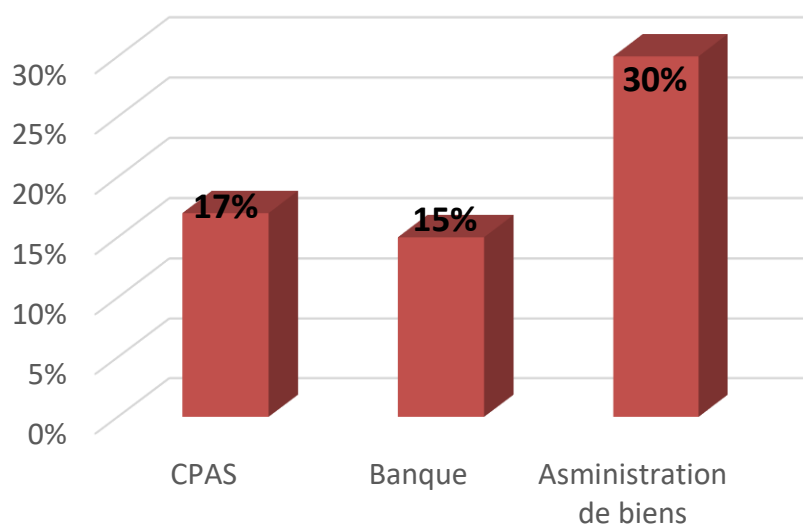
Général



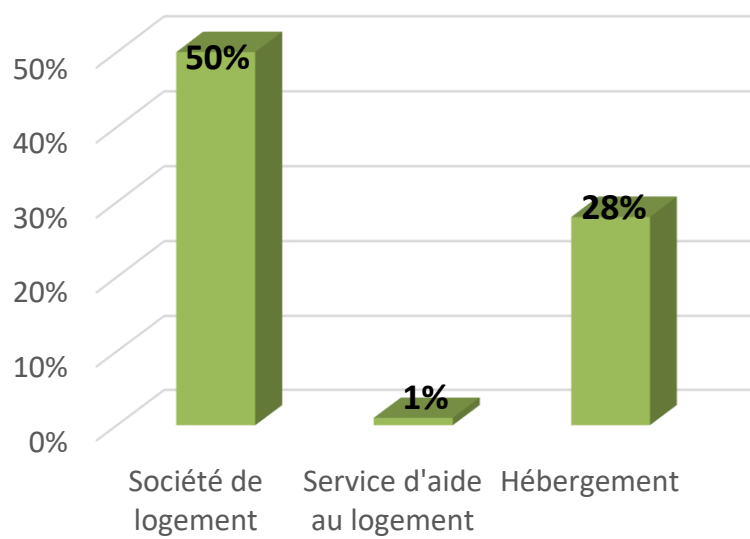
ADMINISTRATIF



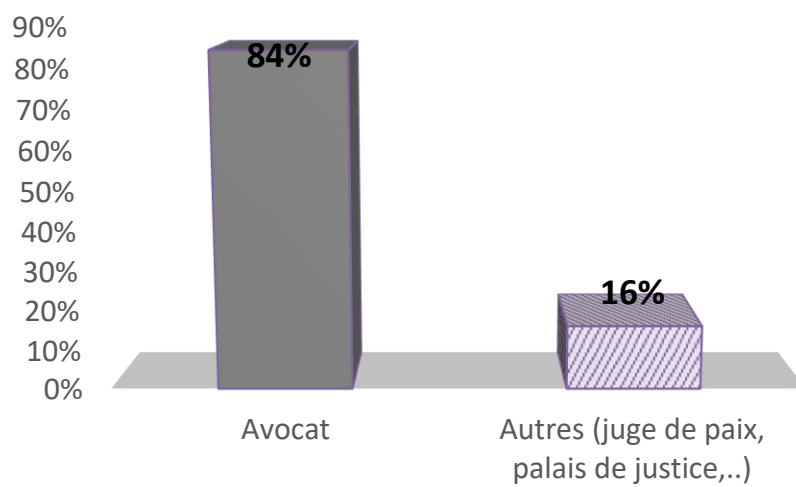
Financier



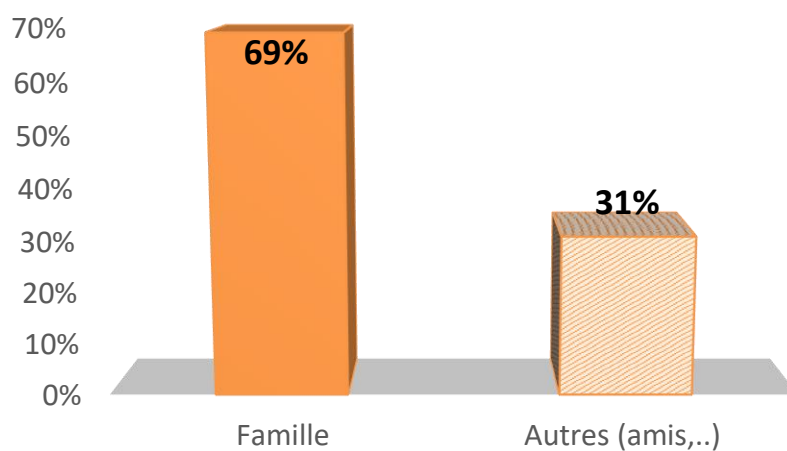
Logement



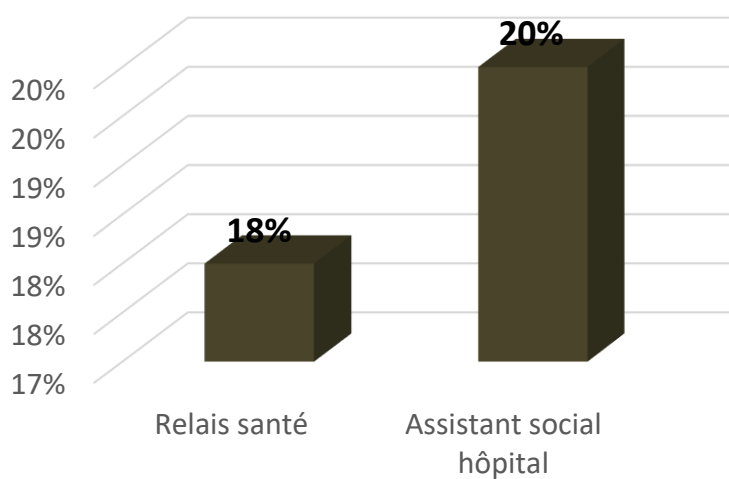
JUSTICE



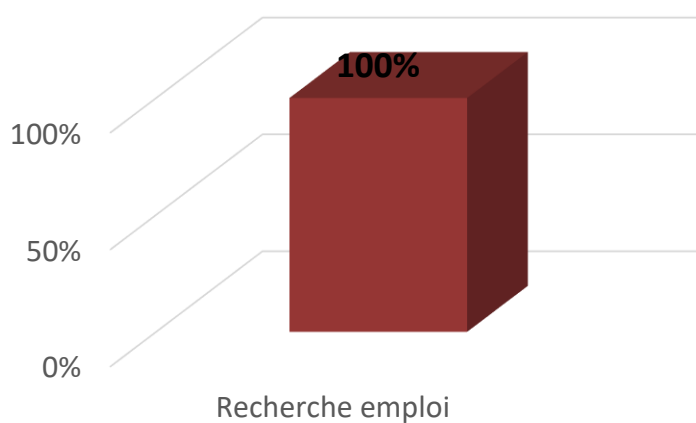
FAMILLE

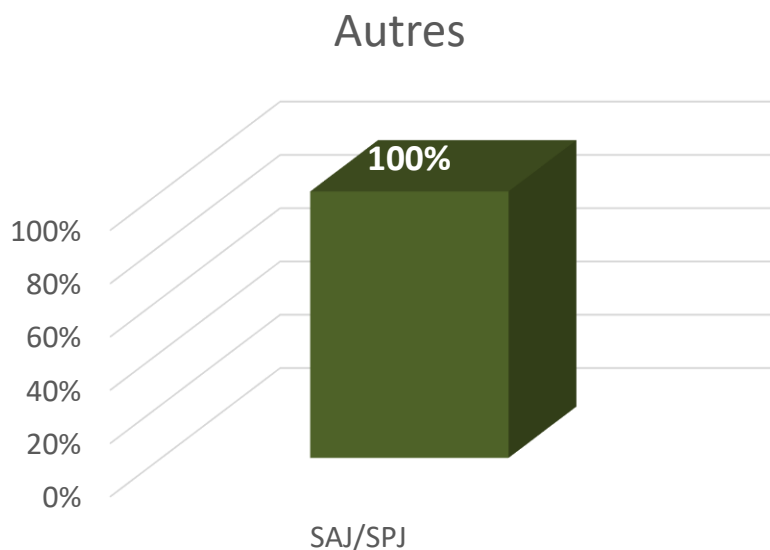


Santé



Emploi





b) Constats de terrain

Beaucoup d'activités ont dues être suspendues voire annulées. Difficultés de collaborer avec certains services (autres partenaires habituels).

Au-delà du climat d'incertitude et d'angoisse permanente liée à cette crise sanitaire, nous avons attiré l'attention sur les inconvénients de la fermeture et l'accessibilité des services tels que la CPAS, les administrations communales, le ministère des finances, les syndicats, l'Onem,.....

Ces services sont pourtant les services avec lesquels nous avons besoin d'échanger longuement et de manière répétitive pour analyser les situations souvent très complexes des personnes que nous suivons.

Le projet SMS a permis également de toucher un public ne fréquentant pas les services partenaires.

c) Projets particuliers

Conseil Consultatif Egalités Femmes Hommes

Nous maintenons notre présence aux réunions

Dames de Cœur

Nous avons pu diffuser le documentaire via la plateforme ZOOM.

Nous avons pu toucher 80 Personnes.

Partenariat avec les éducateurs de rue du CPAS de la Ville de La Louvière

Notre partenariat nous a permis de toucher les personnes vivant en rue ou en situation de grande précarité qui peuvent, pour certain-e-s, être concernées par la prostitution.

DUS

Comité de Fonction 5

d) Perspectives

Nous continuerons à nous faire connaître auprès de différents services.

Au niveau des changements des mentalités nous tenterons de multiplier les rencontres virtuelles ou non par la diffusion du film documentaire « Dames de Cœur » et la présentation de notre service et nos missions.

Nous comptons développer le projet « SMS » sur la région de La Louvière.

PROVINCE DU BRABANT WALLON

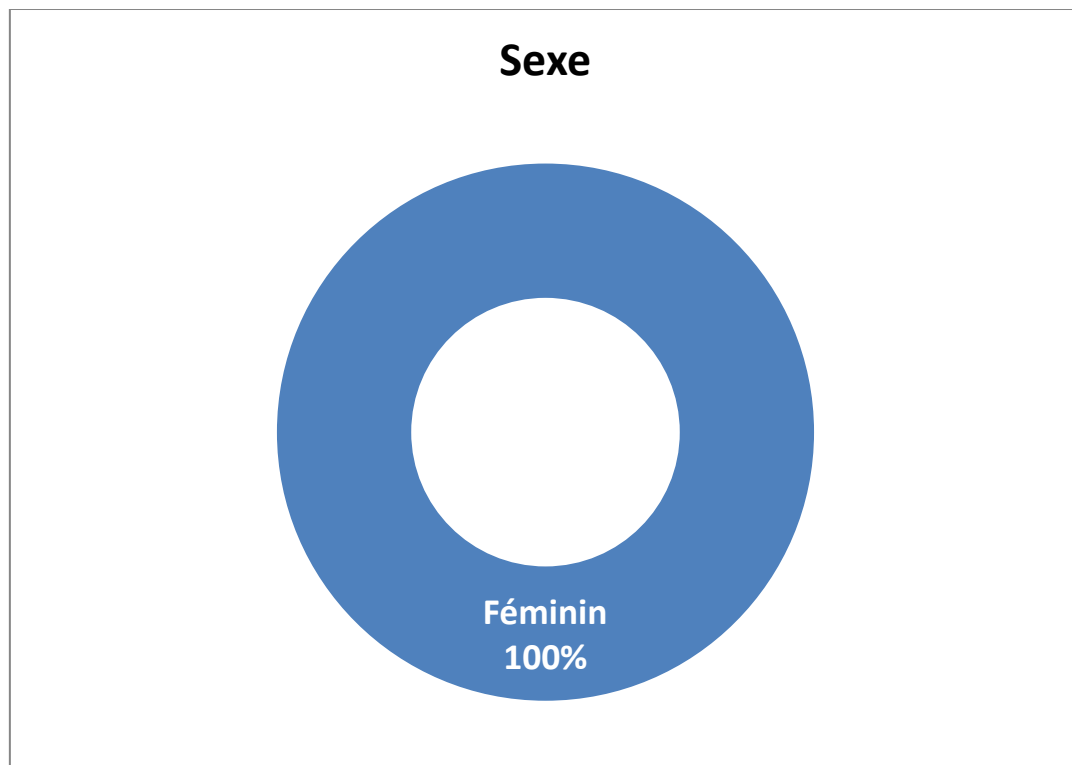
*Service Louvain-la-Neuve
Antenne Genappe*

1. SERVICE LOUVAIN-LA-NEUVE

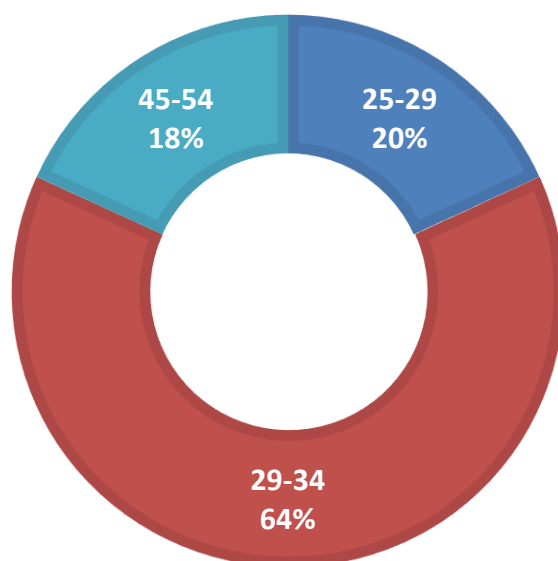
a) Statistiques (personnes prostituées + entourage)

Profils :

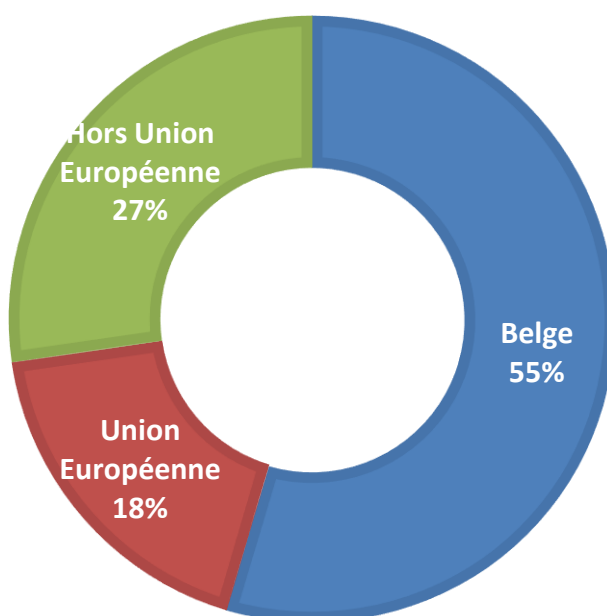
N=11



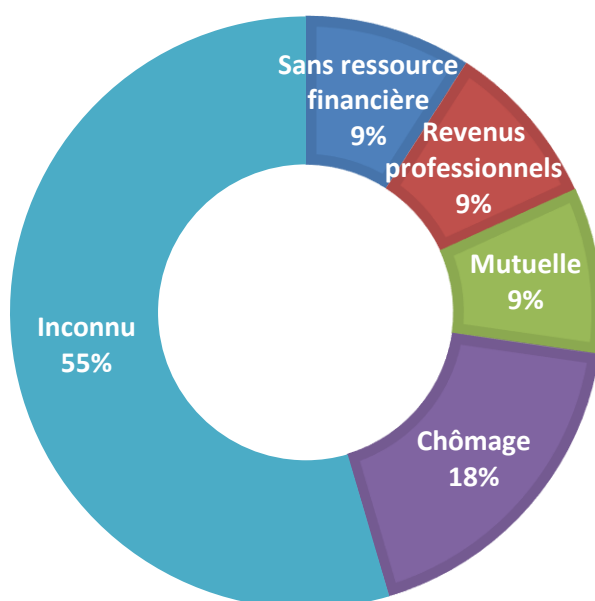
AGES



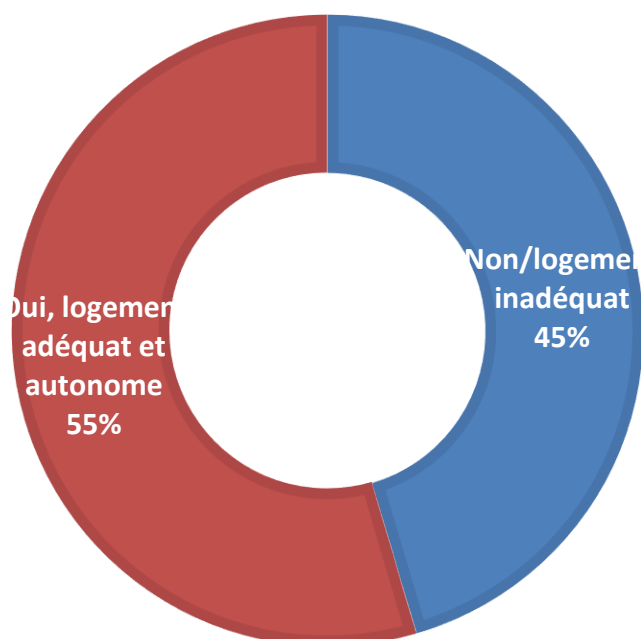
NATIONALITÉ



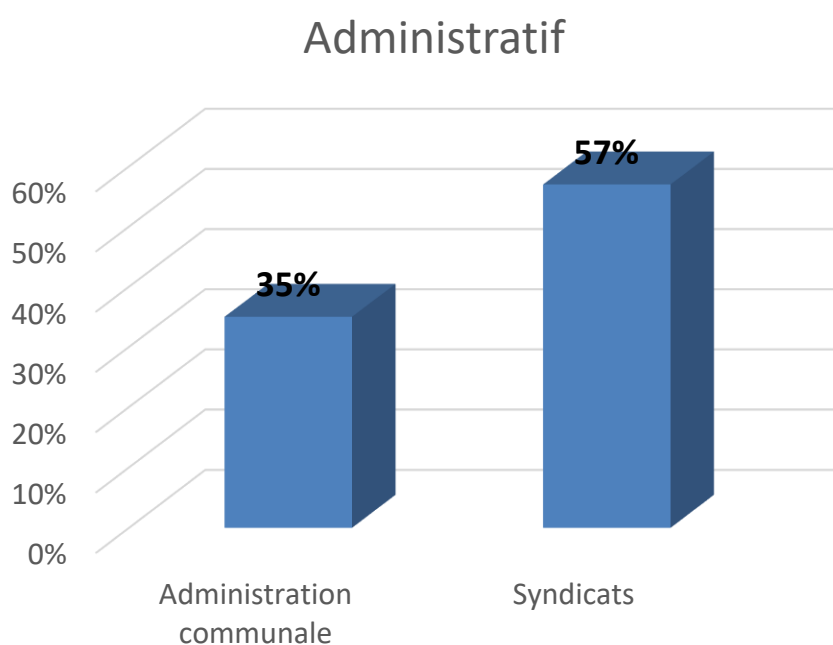
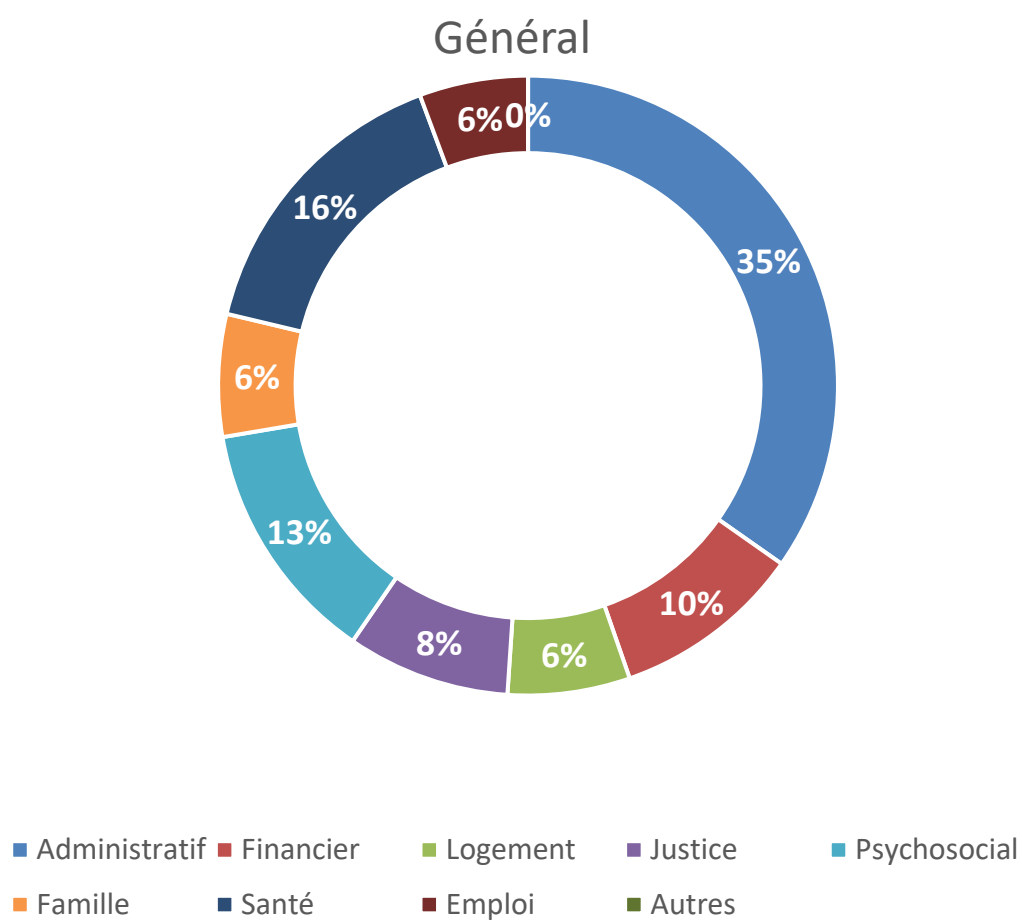
Ressources financières



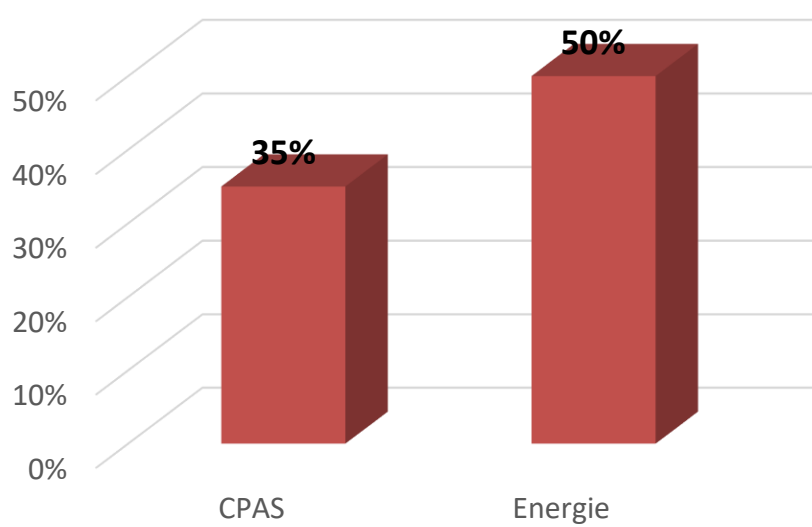
LOGEMENT



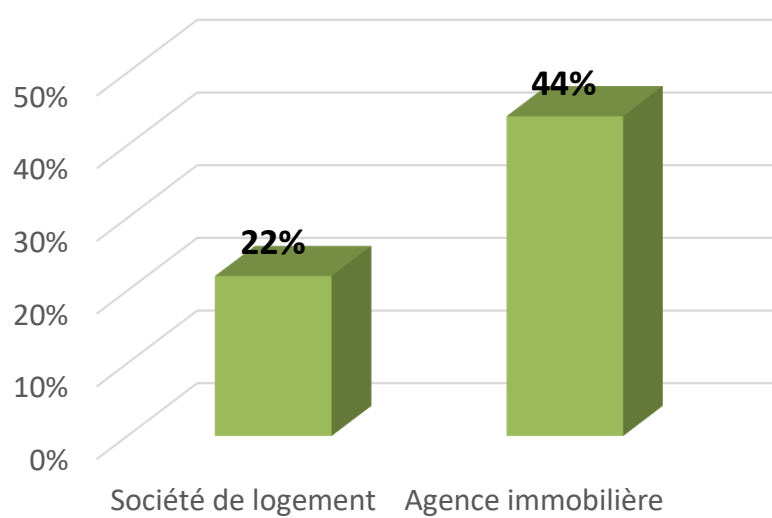
Accompagnements psychosociaux :



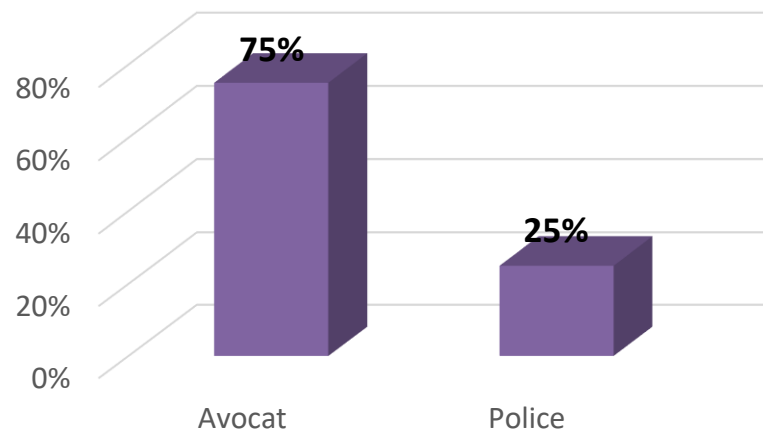
Financier



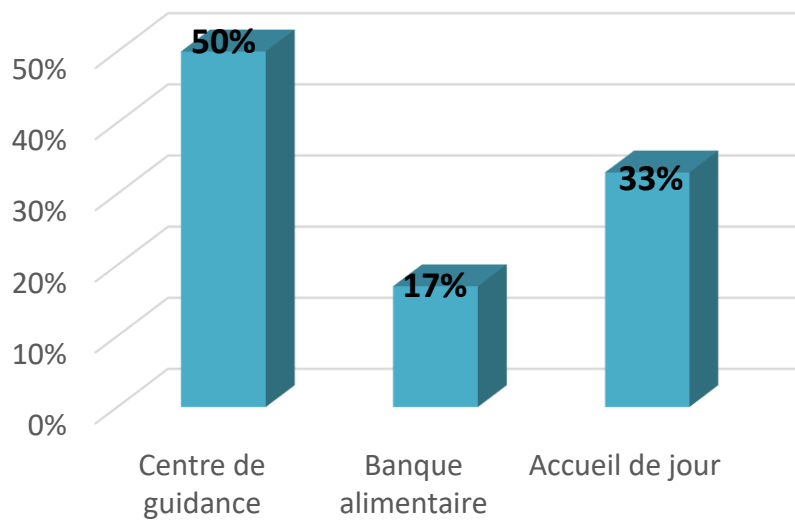
Logement



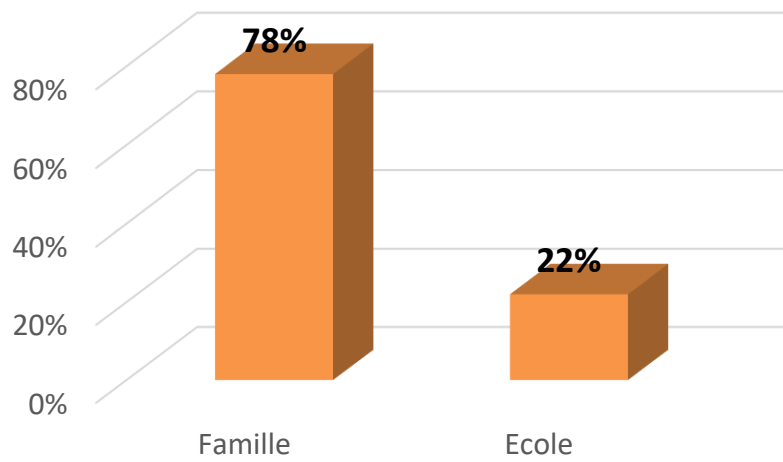
Justice



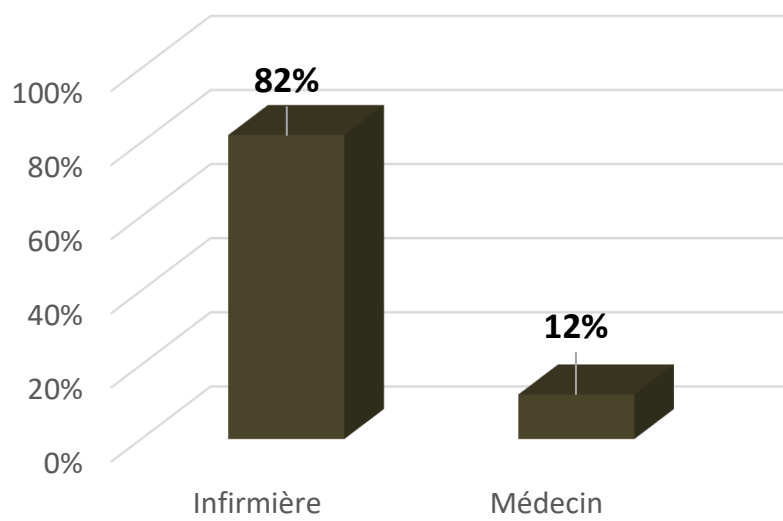
Psychosocial

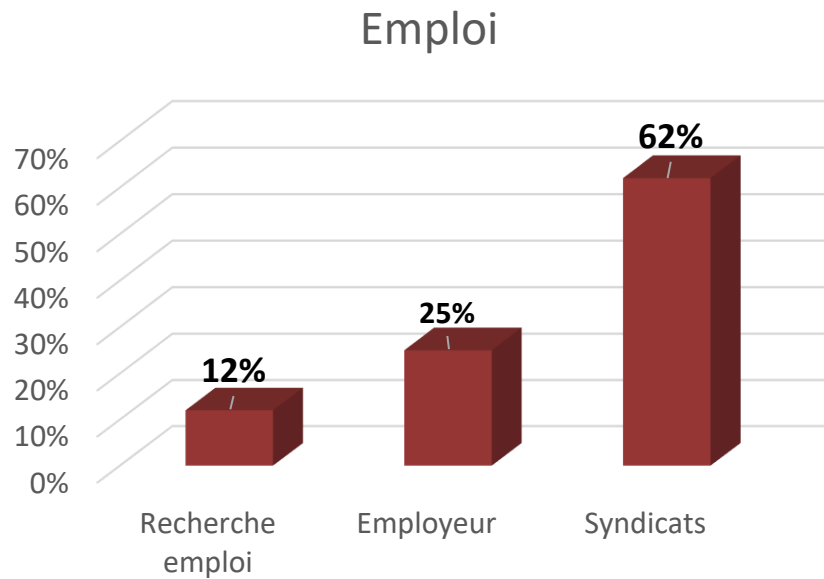


Famille



Santé





b) Constats de terrain

Nous avons lancé la « Campagne SMS » sur toute la province du BW. Etant donné que la région ne présente qu'une prostitution de bars et de privés (via internet), nous pouvons joindre directement les personnes qui postent leur annonce sur des sites de rencontre spécialisés.

En ce qui concerne le public étudiant, aucune interpellation de la part des services internes de l'UCL (Service d'aide aux étudiants, Univers Santé,) est toujours à déplorer. Nous sentons même un sacré blocage de leur part envers la problématique de la prostitution.

Les partenariats et les plateformes dans lesquelles nous sommes investies restent très enrichissants pour comprendre les enjeux du travail psychosocial dans cette région. La création d'un Relais Social provincial est en projet. Les constats alarmants remontent politiquement et mettent à jour la présence d'un public précaire dans une province qui a priori n'en compte que très peu. Ou plutôt que l'on ne veut pas voir....

c) Projets particuliers

Les projets de grande ampleur tels que la « campagne dépistage » et le « love pack day » n'ont pu avoir lieu en 2020.

Notre partenariat avec la *Planning Familial* « Aimer à LLN » reste solide. Nous avons le projet de diffuser et animer communément notre film-documentaire « *Dames de Cœur* » dans un réseau d'écoles du Brabant Wallon. Les directions sont frileuses car la prostitution est toujours un sujet tabou mais nous y tenons et ce projet se réalisera prochainement.

Platerforme Mena

A leur demande, nous avons pu présenter notre service auprès des membres de la plateforme Mena du réseau Archipel. La problématique de la prostitution est une réalité dans le parcours de certains Mena. Des partenariats futurs par rapport à la prévention ou pour assurer la suite des suivis quand les Mena ne seront plus mineurs.

d) Perspectives

La crise sanitaire a également bousculé le fonctionnement des services et l'absence d'une coordination en ce qui concerne l'urgence sociale, inexistante dans la région. Celle-ci devrait être couplée avec la création du nouveau Relais Social.

Il est en effet l'heure de se pencher sérieusement sur la précarité présente dans cette province.

Nous comptons maintenir nos contacts internet via les petites annonces et notre « campagne SMS ». Dans cette province, cet outil s'avère très adéquat pour toucher un public encore plus caché qu'ailleurs.

Nous pourrions distribuer les « Tickets S » à notre public du BW lors de nos visites, selon la même méthode qu'au service de Charleroi à savoir une distribution de 2 chèques de 10 eur par semaine et par personne. Nous ne travaillons pas avec un public de prostitution de rue mais les besoins financiers restent identiques et le risque d'échange de ces chèques contre de la drogue,...reste entier. C'est pourquoi nous ne souhaitons pas les distribuer en plus grande quantité.

Nous souhaitons continuer notre travail de sensibilisation des services sociaux locaux, politiques et l'UCL à la réalité de la prostitution sur le BW.

Enfin, nous souhaitons relancer notre outil de sensibilisation « Dames de Cœur » en partenariat avec le planning familial « Aimer à LLN » en réfléchissant à une nouvelle dynamique sur les plateformes de visioconférences..

e) Exemple de suivi

E. est une jeune femme de 23 ans.

Elle se prostitue via des sites de rencontres spécialisés depuis quelques années.

Un parcours scolaire interrompu pour dépression et une anorexie dévorante, E. rencontre un homme qui lui propose de « bosser » dans un salon de massage. Manquant d'argent, elle accepte vite et l'engrenage drogue-alcool-dépression se met en route. Se prostituer pour gagner de l'argent, alcool et cocaïne pour oublier qu'elle se prostitue.

Nous la rencontrons à sa demande mais ne sait pas très bien ce qu'elle peut nous demander... Son médecin traitant lui a parlé de notre service. Elle se dit qu'une aide au quotidien pourrait lui être utile car elle est perdue et ne parvient plus à sortir sa tête de l'eau..

L'outil TROD est pour cela un excellent brise glace..Tous les dépistages ont pu rapidement être effectués ce qui l'a rassurée sur notre réactivité. Elle a besoin que nous soyons présentes mais pas trop insistantes, à l'écoute mais trop intrusives. Tout un travail de dentelle se met en place dans ce genre de situations car nous savons que le lien sera délicat à installer et pourra se briser à tout moment.

Son compagnon profite de son argent et l'oblige à rapporter de plus en plus d'argent pour continuer un train de vie festif. Il est ambivalent, harcelant et séducteur. Mais comme il n'est pas violent elle se rassure en disant qu'il est différent des autres...elle n'arrive à pas à rompre durablement.

E. fait des allers-retours en psychiatrie, en cure de désintoxication, en essais en tous genres et radicaux pour stopper son alcoolisme mais elle rechute à chaque fois. Nous maintenons le contact par téléphone. Nos appels lui font toujours du bien car finalement, malgré une vie sociale bien remplie et un soutien familial, elle se sent très seule.

Notre travail c'est aussi du soutien au quotidien, être là quand la personne craque, ou a juste besoin de déposer des choses difficiles à vivre au moment opportun. Des choses vécues ou des inquiétudes que la famille ou les amis ne sont pas prêts à entendre. Etre prêtes à passer chez elle quelques instants et discuter de ses difficultés, l'aider à mettre de l'ordre dans ses idées débordantes.

Administrativement, sa situation n'est pas inquiétante car malgré tout elle a pu maintenir de l'ordre dans ses démarches. Néanmoins, nous sommes vigilantes à l'inciter à vérifier toutes ses dates d'inscription FOREM, convocations,... car un oubli pourrait la faire basculer dans un autre engrenage.

Le Covid a amené E. à quitter son compagnon, et à diminuer le nombre de clients reçus par jour. Hospitalisée plusieurs fois, nous n'avons pu lui rendre visite au vu des mesures sanitaires mais nous maintenons le contact par téléphone. Elle souhaite arrêter définitivement et créer sa société de vente de vêtements. Elle dit vouloir mettre assez d'argent de côté que pour ne pas dépendre d'un employeur. Elle dit également vouloir terminer ses études avortées en marketing mais a bien conscience que ses addictions et troubles alimentaires la font reculer rapidement et reporter ses projets...

2. ANTENNE GENAPPE

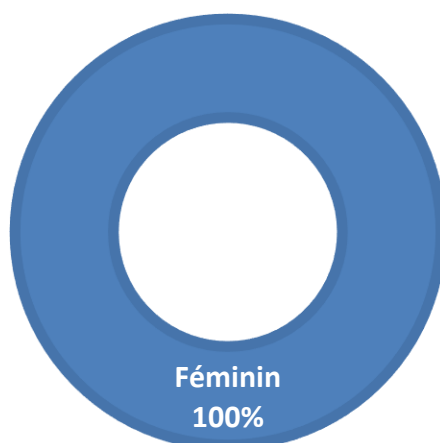
a) Statistiques (personnes prostituées + entourage)

Avec les couvre-feux et les fermetures obligatoires des bars, nous relevons une diminution inévitable du nombre de contacts et de démarches psychosociales.

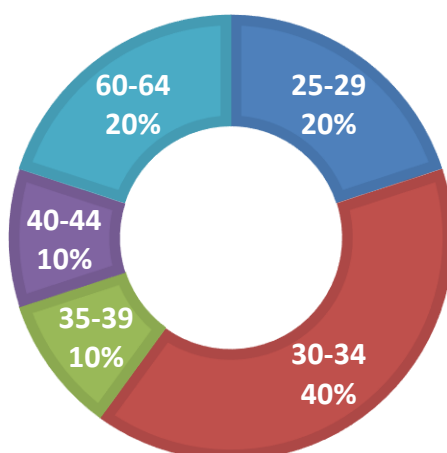
Profils :

N=10

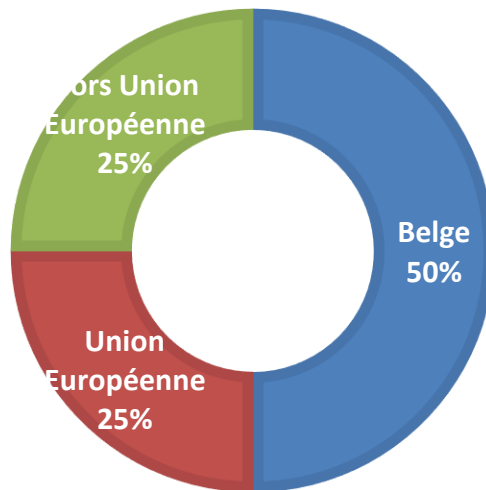
SEXE



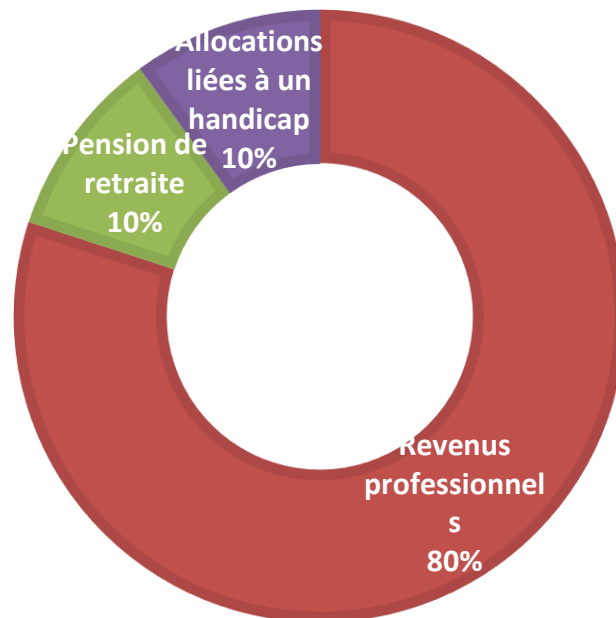
AGES



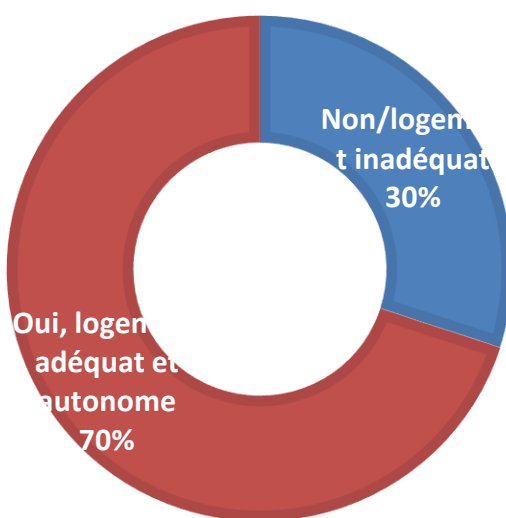
NATIONALITÉ



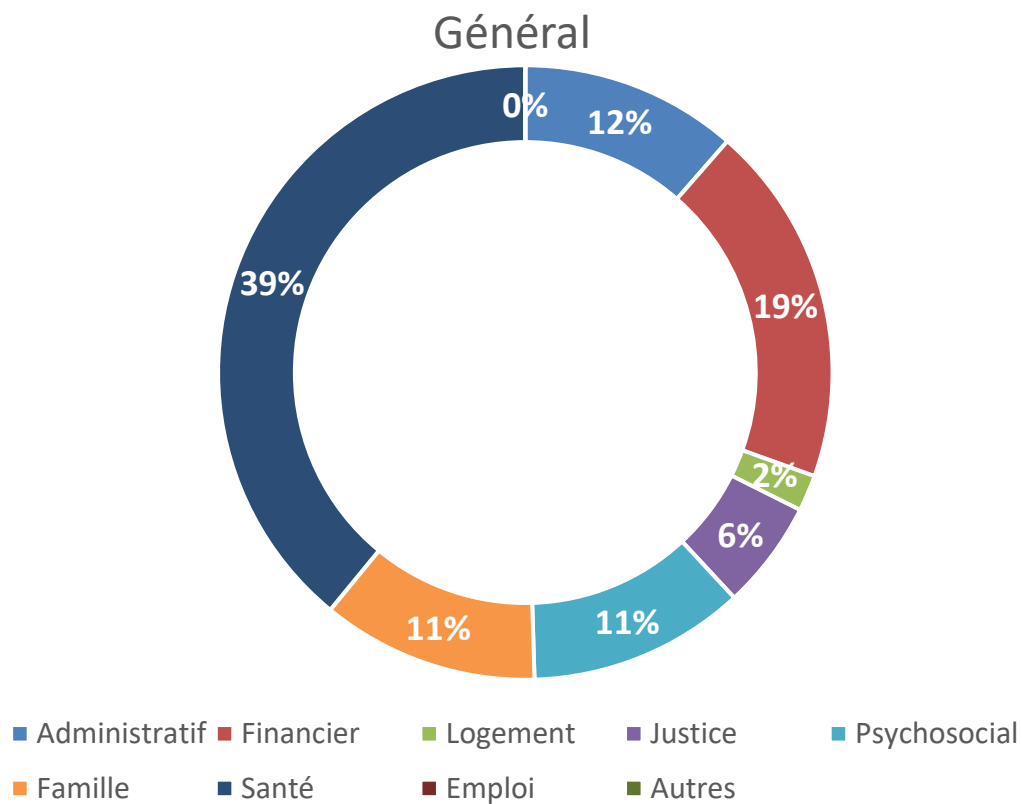
RESSOURCES FINANCIÈRES



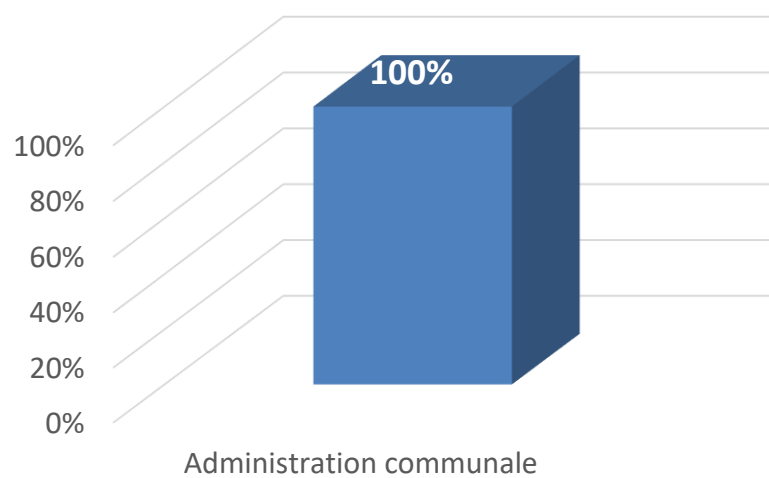
LOGEMENT



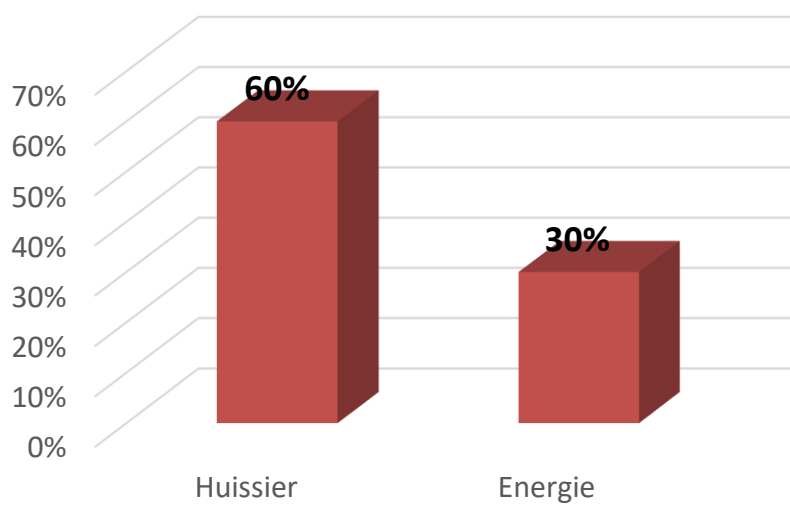
Accompagnements psychosociaux :



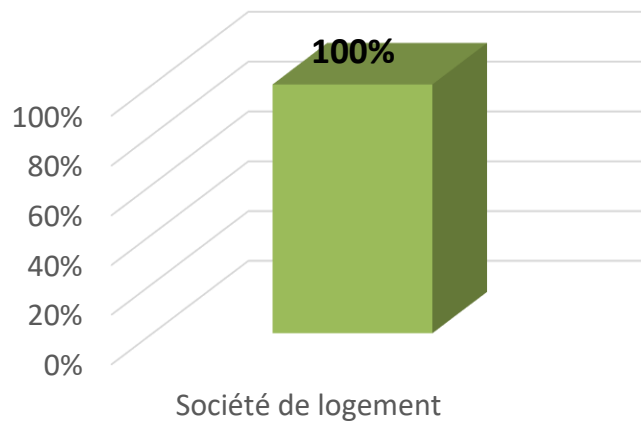
Administratif



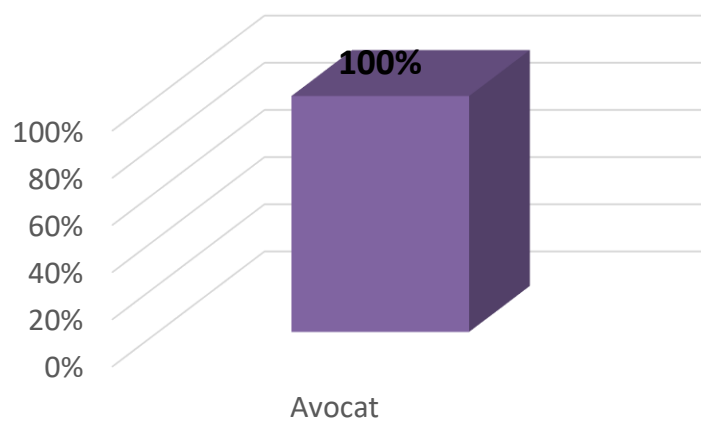
Financier



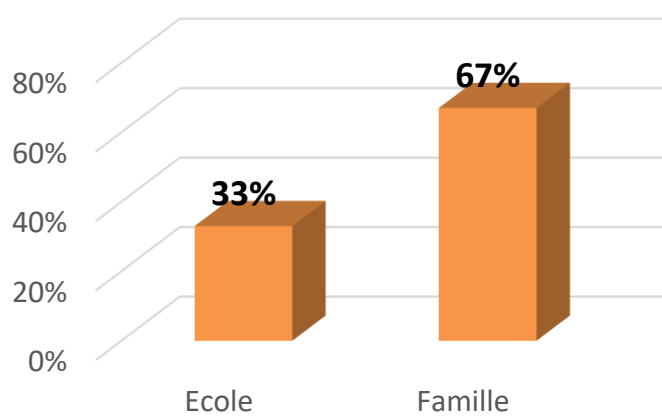
Logement



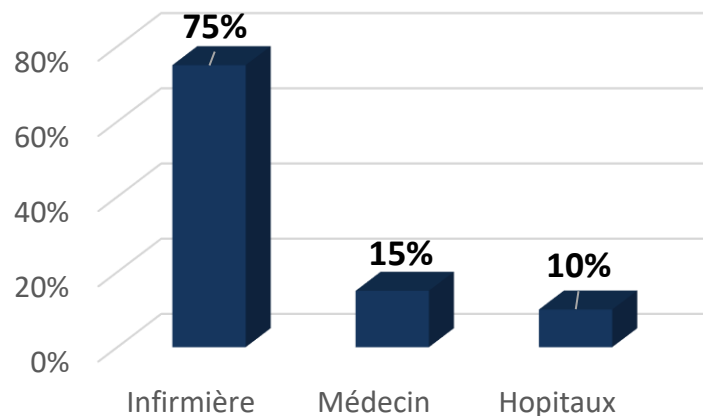
Jusctice



Famille



Santé



b) Constats de terrain

La mobilisation des services adhérents à la fédération des services sociaux a permis de participer à la rédaction d'une carte blanche ainsi que des recommandations au niveau des protocoles de santé publique à appliquer dans les établissements. Nous avons pu en parler avec les patrons de bars et faire passer des infos qu'ils n'ont jamais reçues officiellement.

De même, nous avons pu informer des démarches concernant le droit passerelle qui sont loin d'être aisées pour les personnes. Les patrons ne sont pas toujours rigoureux dans les envois de documents. Nous avons servi de médiateurs avec certains d'entre eux.

Nous avons perdu un grand nombre de personnes que nous n'avons pas réussi à contacter par téléphone. En effet, nous travaillons ici avec un public très mobile (de bars, de région, de pays) et sans une présence physique régulière il est clair que nous perdons vite le contact.

Les bars de Genappe ont été rapidement fermés, puis partiellement rouverts puis refermés.

Toutes les personnes de nuit ont perdu leur travail. Idem pour les personnes de jour qui étaient en surplus pour les patrons. Nous pouvions les croiser lors de nos visites mais ce public est actuellement perdu de nos contacts.

c) Perspectives

Nous attendons la réouverture des bars pour reprendre contact directement avec les personnes. Nous craignons les fermetures et les faillites. De même que les situations administratives et médicales des personnes que nous suivions. Nous intensifierons notre présence dans les bars dès que la situation sanitaire le permettra.

Nous comptons maintenir nos contacts internet via les petites annonces et notre « campagne SMS ». Dans cette province, cet outil s'avère très adéquat pour toucher un public encore plus caché qu'ailleurs.

d) Exemple de suivi

G. est une dame de 43 ans, d'origine brésilienne. Mère célibataire de 2 enfants.

Elle est employée dans différents bars-vitrine depuis de nombreuses années.

G. nous a contactées suite à une recommandation d'une amie, elle-même employée d'un autre bar, que nous connaissions déjà.

G. aimerait obtenir une pension alimentaire plus élevée et plus régulière de la part du père de son cadet, quitter son emploi, commencer une formation d'aide familiale et entamer un processus de naturalisation belge.

La crise COVID 19 est venue perturber les étapes des projets de G.

En effet, il a fallu parer au plus urgent, c'est-à-dire l'aider à remplir ses documents de demande de droit passerelle. Le patron a mis beaucoup de temps à envoyer les documents au FOREM.

Syndicats et Forem sont injoignables par téléphone dès le début de la crise. Ne sachant pas écrire en français, elle me demande de suivre son dossier de près car seule avec 2 enfants, elle ne peut se permettre de vivre sans revenus.

Nous avons donc commencé ce suivi qui va nous prendre beaucoup de temps et généré beaucoup d'angoisse chez G.

Les réponses aux mails que j'ai envoyés ont parfois pris 3 semaines. Et parfois accompagnées d'une demande de documents supplémentaires. Ceux-ci renvoyés, il fallait encore attendre 3 semaines pour la nouvelle réponse. Inutile de relancer les demandes, car nous risquons de court-circuiter le travail du premier opérateur. L'attente est particulièrement anxiogène et G. m'appelle plusieurs fois par semaine pour connaître l'état d'avancement de son dossier et surtout pour évacuer son stress lié à l'incertitude du lendemain.

Heureusement, elle remplira les conditions d'octroi du droit passerelle. Par contre, les allocations de chômage sont arrivées avec plusieurs semaines de retard, dû au propre retard du patron à rentrer les bons documents.

G. est une femme assez autonome mais l'obstacle de la langue écrite est considérable en cette période de crise sanitaire. Aucun accompagnement physique n'a été possible puisque les permanences sociales du syndicat ou du Forem n'étaient ouvertes au public.

En ce qui concerne la pension alimentaire de son fils, j'ai accompagné G. chez un avocat afin d'éclaircir la situation et prévoir un éventuel retour devant le tribunal de la famille. Malheureusement, les revenus du père de son fils ne sont pas suffisants que pour prétendre à une nette augmentation de son montant.

Sous conseil de l'avocat, nous lui avons rédigé une lettre d'accord à l'amiable envoyée à son ex mari. Après plusieurs rappels envoyés, il acceptera une légère augmentation dont G. se satisfera.

Nous l'avons entre-temps accompagnée dans sa recherche de formation (renseignements par tel, mail, sites internet,...). Son projet se concrétise tout doucement. Toutefois, ces formations spécifiques sont annuelles et nécessitent un processus d'inscription concret, dont un test d'entrée en français qu'elle redoute. Elle ne pourra tenter sa chance qu'en 2021.

SANTE

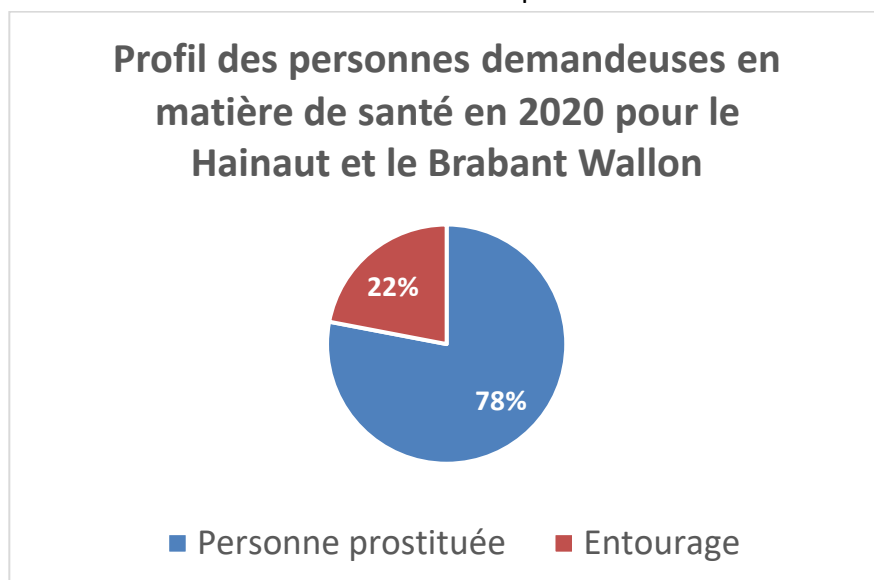
Introduction

Depuis quelques années, nous sensibilisons, soutenons et accompagnons les personnes qui le souhaitent dans leur santé par le moyen de :

- Prévention et réduction des risques,
- Soins infirmiers dont les dépistages rapides,
- Accompagnement paramédical dans toutes les démarches en santé,
- Permanence médicale,
- Projet Médibus.

La permanence médicale et le projet Médibus n'ont pour le moment lieu que dans la province du Hainaut. Notre médecin généraliste reste tout de même disponible pour aider au mieux l'infirmière dans sa tâche auprès des personnes du Brabant Wallon.

En 2020, près de 80% des personnes ayant fait appel à notre service pour des demandes liées à leur santé étaient actives dans le milieu de la prostitution.



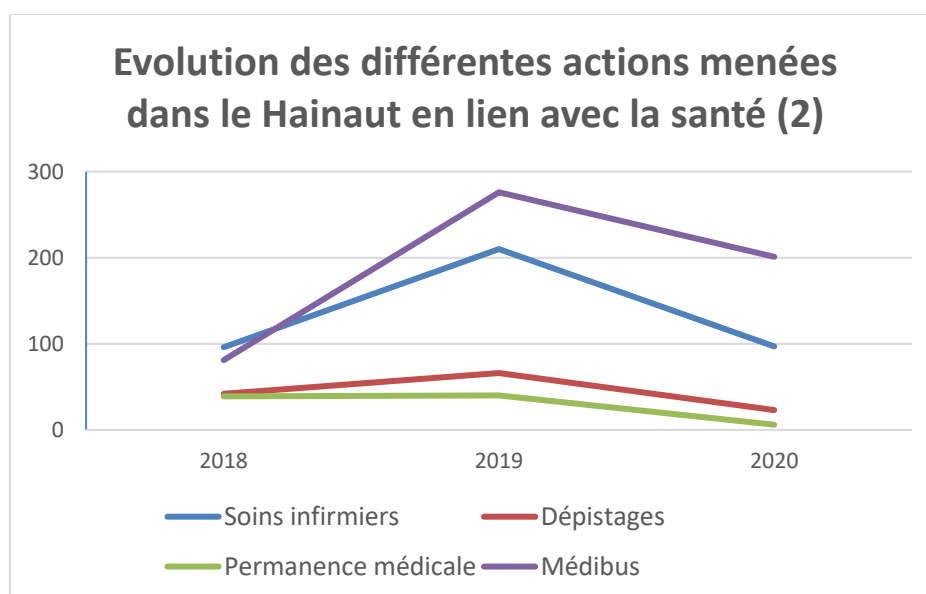
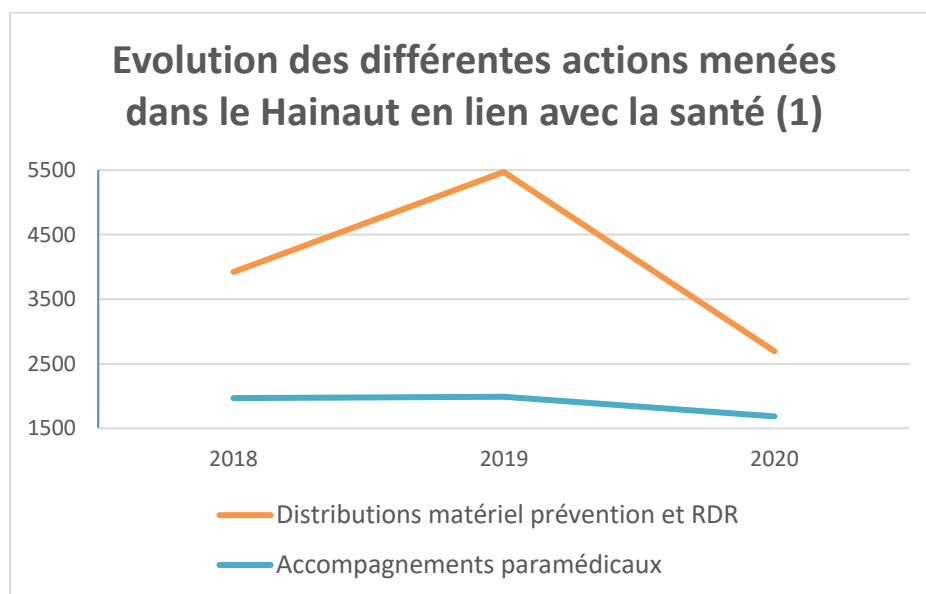
Le coronavirus et les mesures gouvernementales qu'il a nécessitées ont eu un impact considérable sur notre public et notre travail.

Nous avons observé les dégâts engendrés par l'isolement longue durée, la crainte de la maladie (jusqu'à ne pas vouloir rencontrer un médecin de peur d'être contaminé), l'inaccessibilité même temporaire des professionnels médicaux (hôpitaux donnant l'impression de n'accepter que les cas covid, consultations reportées plusieurs fois, médecins traitants joignables uniquement par téléphone, ...), l'impossibilité d'être accompagné physiquement aux rendez-vous, etc.

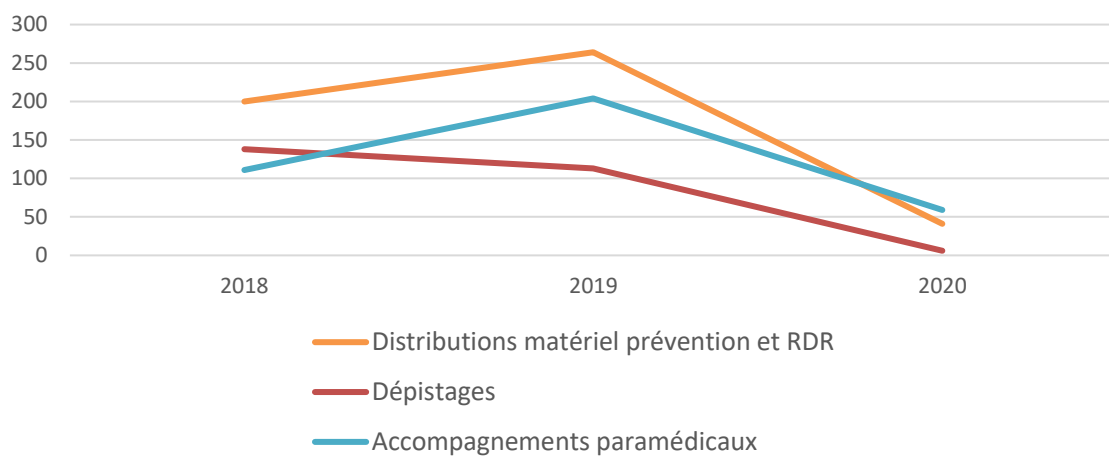
En plus d'avoir eu des conséquences sur leur état de santé, cela a rendu nos actions encore plus difficiles : les personnes portant déjà peu d'intérêt à leur santé en ont encore moins aujourd'hui, celles que nous avons enfin réussi à décider à prendre un rendez-vous ont perdu leur motivation suite aux reports en chaîne/faits d'y aller seules/crainte du virus dans

les hôpitaux, ... sans compter celles avec qui le lien tissé s'est effrité au fil du temps, à force d'être éloignées. Ce dernier constat est général mais encore plus flagrant pour le public rencontré au sein des bars, déjà très mobile avant cette période. Les bars étant repris dans le secteur de l'Horeca, ils sont fermés depuis de longs mois.

De ce fait, l'ascension des demandes d'aide que nous constatons ces dernières années s'est inversée.



Evolution des différentes actions menées dans le Brabant Wallon en lien avec la santé



PROVINCE DU HAINAUT

1. Prévention / réduction des risques

Des actions de prévention et réduction des risques sont menées quotidiennement par notre équipe au moyen d'informations et de sensibilisations autour des IST ainsi que par la distribution de matériel.

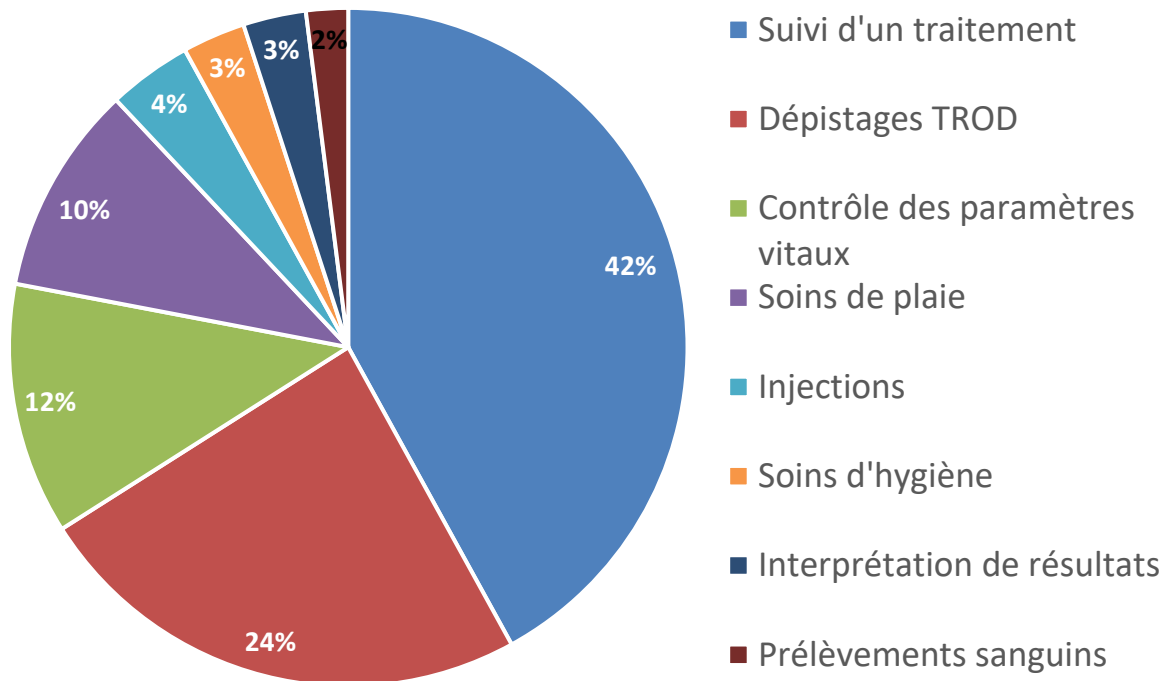
Aux **préservatifs, lubrifiants et éponges** habituellement distribués (2695 distributions cette année) s'est ajouté du **matériel de protection contre le coronavirus** : nous avons donné 1256 masques chirurgicaux et 1143 solutions hydroalcooliques. Nous avons également procédé à 14 distributions de **matériel de consommation** dans le cadre du projet Médibus.

2. Soins infirmiers

❖ Les soins

La présence d'une infirmière donne la possibilité aux personnes qui en ont besoin de bénéficier de soins. En 2020, **97 soins infirmiers** ont été prodigués. Cette année encore, les plus réalisés sont le suivi et la surveillance d'un traitement (42%) ainsi que les dépistages des IST par le biais des TROD (24%).

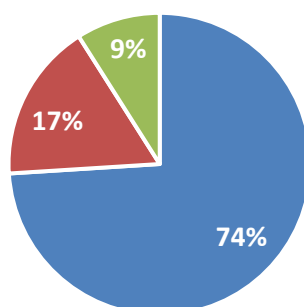
Soins infirmiers réalisés en 2020



❖ Les dépistages rapides

Depuis quelques années, nous proposons un système de dépistage fiable, rapide et gratuit pour trois pathologies : la syphilis, le VIH et l'hépatite C. Le système utilisé est celui des **TROD (Test Rapide d'Orientation Diagnostique)**. Le nombre de tests demandés par notre public en 2020 s'élève à 23. Cette année encore, cette méthode a le plus séduit sur les parkings.

Répartition des dépistages TROD réalisés en 2020 selon les lieux de prostitution



■ Parkings ■ Bars ■ Hors bars et hors parkings

❖ Autres initiatives

Notre public étant majoritairement féminin, nous nous adaptons à cette réalité et donnons la possibilité d'effectuer des **tests urinaires de grossesse**. Cette année, nous avons permis à 3 dames d'être fixées sur leur éventuelle grossesse.

Bon nombre des personnes que nous rencontrons se trouvent en difficultés financières et, parfois, n'ont pas de logement. Il nous semble essentiel que chacun puisse avoir accès à du **matériel d'hygiène**. C'est pourquoi nous avons poursuivi notre distribution de produits de première nécessité (gel douche, mouchoirs, tampons, brosse à dents, ...). 70 personnes en ont bénéficié.

Dans la même optique, et selon le stock disponible, nous mettons à disposition de chacun des **vêtements et sous-vêtements** généreusement offerts par des donateurs.

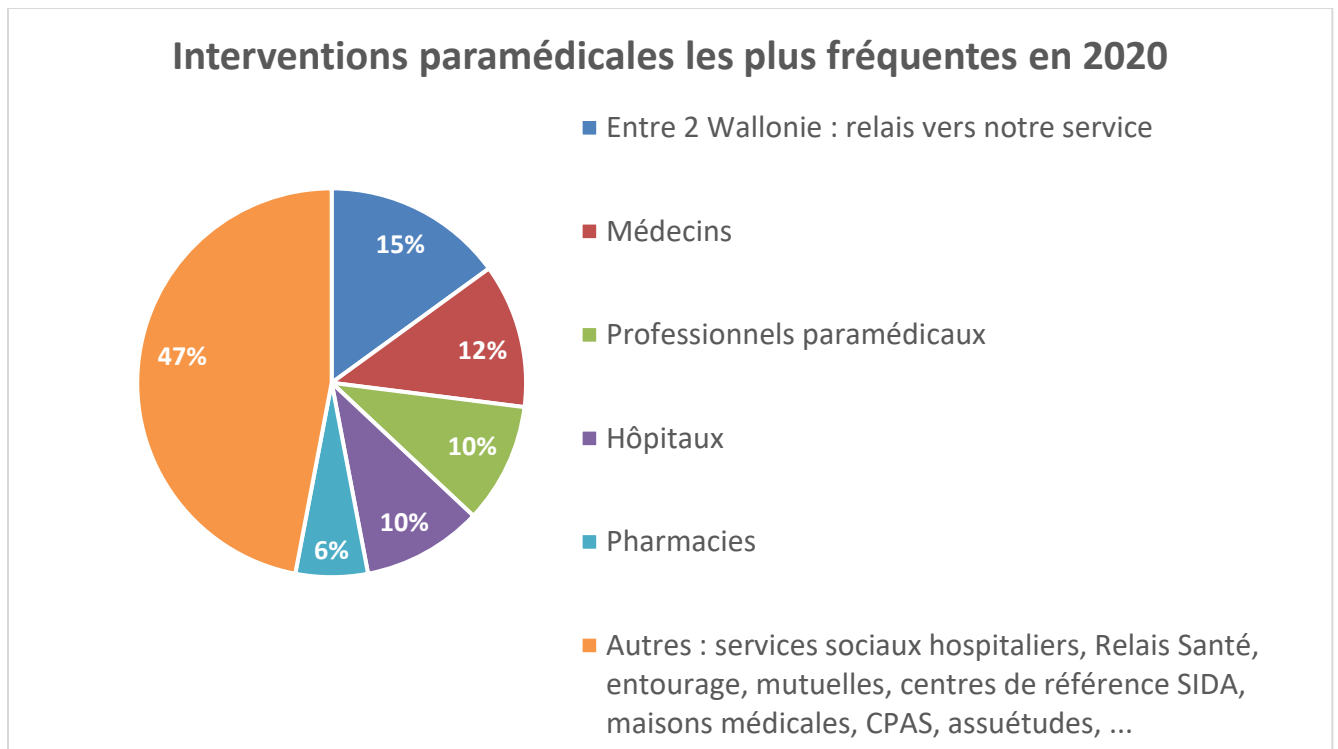
3. Accompagnement paramédical

Nous accompagnons les personnes qui le souhaitent dans la réalisation de leurs **démarches liées à la santé**. En 2020, nous sommes intervenus à 1685 reprises.

Les demandes d'aide concernaient majoritairement :

- les médecins (généralistes ou spécialistes pour suivi, mise en place d'un traitement, ...),
- les professionnels paramédicaux (infirmiers à domicile, centres auditifs, ...),
- les hôpitaux (prises de rendez-vous, modifications liées au coronavirus, ...),
- les pharmacies (aide à l'obtention d'un traitement, ...).

Aussi, nous rappelons régulièrement aux personnes rencontrées ce que propose notre service.



Exemple d'accompagnement paramédical

Madame E. souffre d'une pathologie incurable. Son état de santé se détériore petit à petit. Elle est maintenant en soins palliatifs à domicile. Nous l'accompagnons dans cette épreuve et faisons le lien entre le médecin généraliste et l'infirmière à domicile. Nous veillons aussi à la bonne gestion de son traitement en étant particulièrement attentifs aux signes de douleur : Madame craignant l'évolution de sa pathologie, elle préfère taire les moments où

les antalgiques prescrits ne suffisent plus. Ces moments sont alors synonymes de douleurs insupportables.

Madame vit seule, n'a plus de contact avec sa famille depuis des années et passe toutes ses journées hors de chez elle pour voir du monde. Le maintien de ses habitudes, de son indépendance et de ses contacts sociaux l'aide à faire face à sa situation.

Malheureusement, la covid-19 arrive en Belgique et balaye sur son passage les trois piliers de Madame. A la souffrance physique s'ajoute la souffrance morale. En effet, la solitude et l'obligation de rester enfermée entre ses quatre murs, dans un petit studio, deviennent de plus en plus pesantes pour elle.

Nous tentons de la soutenir du mieux possible : appels téléphoniques plusieurs fois par semaine, visites à domicile dans le respect des règles pour l'épauler et lui déposer ses traitements, échanges réguliers avec l'équipe médicale, ... Malgré tout, nous sommes inquiets des conséquences de cet isolement. Après moult discussions, Madame accepte que nous entamions des recherches pour retrouver le contact de ses frères et sœurs. Une fois retrouvés, elle nous donne l'autorisation de leur expliquer son état de santé. Cela lui a permis d'être entourée, autant que la situation le permettait, de quelques proches jusqu'à la fin.

4. Permanence médicale

Notre médecin généraliste se met à disposition du public pour réaliser des **consultations gratuites à la demande** au sein du service de Charleroi. L'infirmière l'accompagne lors de ces consultations.

Cette offre médicale permet aux personnes qui n'ont pas de médecin traitant, pas d'argent, pas de couverture santé, ... de malgré tout avoir une piste pour se soigner. Il en va de même pour les personnes ayant peur de se confier à leur médecin de famille pour des sujets liés à leur activité prostitutionnelle.

Cette année, des suites des circonstances sanitaires que nous connaissons tous, seules 6 consultations ont eu lieu. La collaboration entre le médecin et l'infirmière n'a toutefois pas cessé durant cette période.

Parmi les 6 personnes concernées, l'une bénéficiait d'une aide médicale urgente et une autre n'avait pas de couverture santé.

Les motifs de consultations étaient majoritairement liés à des troubles gynécologiques et musculaires.

	Mutuelle	Aide médicale urgente	Sans couverture santé	Inconnu
2018	19	0	2	0
2019	21	1	1	0
2020	4	1	1	0

5. Médibus

Actions réalisées à bord du Médibus sur les parkings en 2020



2. PROVINCE DU BRABANT WALLON

1. Prévention / réduction des risques

Tout comme pour le Hainaut, nous assurons des actions de prévention et réductions des risques par le biais d'informations et sensibilisations au sujet des IST ainsi que grâce à la distribution de matériel.

Nous avons distribué à 41 reprises des **préservatifs, lubrifiants et éponges** ainsi que 32 **masques chirurgicaux et solutions hydroalcooliques**.

Les distributions ou actions de sensibilisations à grande échelle, qui nous permettent habituellement de toucher un public principalement étudiant, n'ont pas pu être organisées cette année en raison de la covid-19.

2. Dépistages

Les TROD pour **dépister la syphilis, le VIH et l'hépatite C** ont été proposés mais ont pâti des mesures gouvernementales imposées suite au coronavirus : seuls 6 tests ont été réalisés.

Notre participation à la « Journée dépistage » organisée fin novembre par le Planning Familial « Aimer » à Louvain-la-Neuve a été annulée : l'évènement n'a pu avoir lieu de nouveau suite à la crise sanitaire.

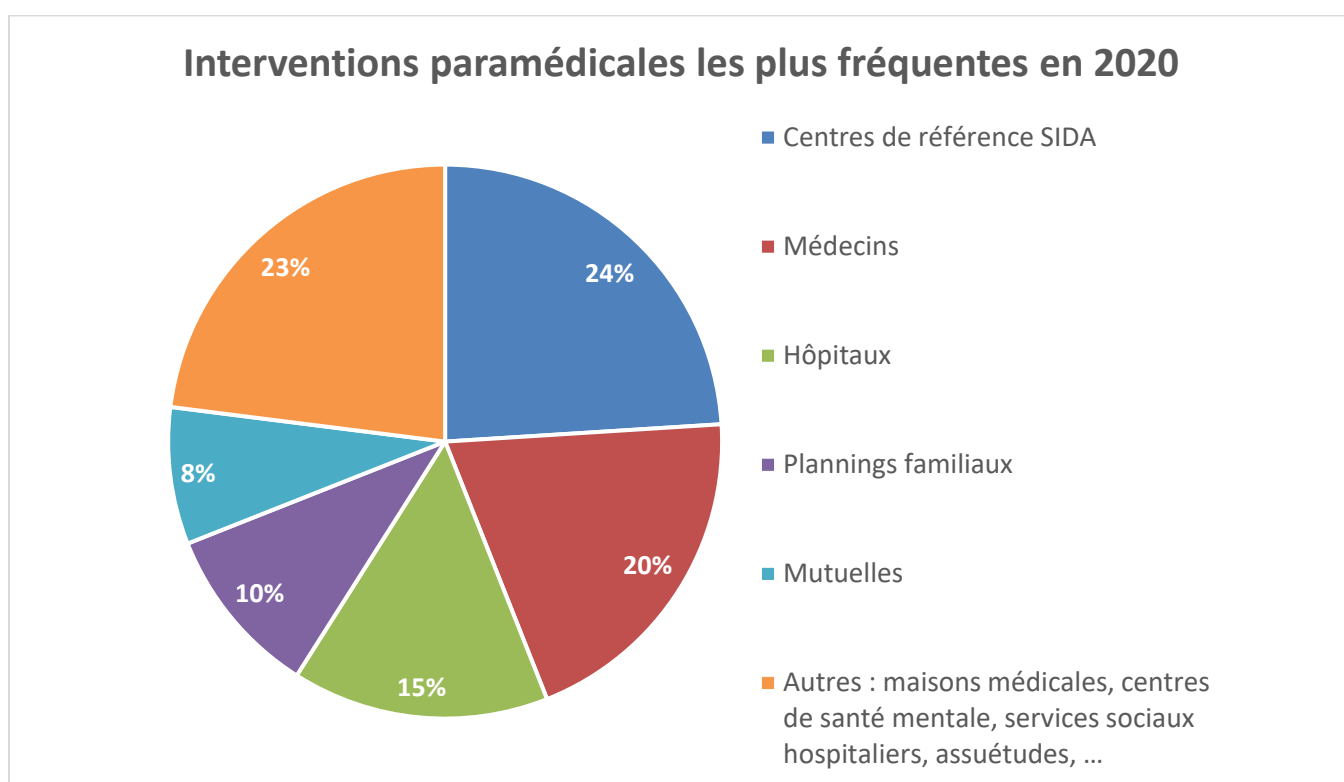
3. Accompagnement paramédical

Un accompagnement dans la réalisation des **démarches liées à la santé** est proposé et nous a été demandé à 59 reprises. Puisque nous sommes un **service généraliste**, nos interventions sont diverses et variées. Cette année, celles les plus fréquemment demandées concernaient :

- Les centres de référence SIDA (infos, prises de rendez-vous, ...)
- Les médecins (généralistes ou spécialistes pour le suivi)
- Les hôpitaux (prises de rendez-vous, hospitalisations, ...)
- Les plannings familiaux (mises en contact pour contraceptions, IVG, ...)
- Les mutuelles (inscriptions, mises en ordre, remboursements, ...).

Bien que présenter ou rappeler l'existence de notre service au public rencontré consiste en une tâche importante et à répéter régulièrement, elle ne figure pas comme l'une des plus pratiquées cette année. Cela montre bien la difficulté que nous avons eu à entrer en contact avec notre public dans ce contexte de crise sanitaire. Les interventions réalisées nous ont été demandées principalement par des personnes étant déjà suivies et avec qui nous avons pu garder un lien à distance.

Nous remarquons que, jusqu'à présent, dans le Brabant Wallon, les personnes demandeuses d'aide pour leurs démarches ne souhaitent pas souvent être accompagnées physiquement aux rendez-vous. L'accompagnement paramédical consiste donc en des orientations, explications, appels téléphoniques ou envois d'e-mails/lettres pour débloquer une situation. Soucieux d'apporter une aide la plus globale possible, et au vu des difficultés rencontrées par notre public, nous distribuons du matériel de première nécessité en matière d'hygiène. Ainsi, nous avons permis l'accès à des produits d'hygiène à 5 reprises.



Exemple d'accompagnement paramédical :

Madame L. ne fait appel à nous que lorsque sa situation dégénère au point qu'elle se sente à bout de nerfs. C'est donc totalement paniquée qu'elle nous demande de venir la voir.

A notre arrivée, nous constatons qu'elle présente une brûlure importante sur le corps. Celle-ci aurait été causée par son ancien compagnon. Elle a déjà porté plainte et ne souhaite pas que nous intervenions dans l'immédiat à ce sujet. Tout juste pouvons-nous lui conseiller comment soigner sa blessure.

La raison de son appel est tout autre : Madame est enceinte et, dans ces conditions, ne souhaite pas garder le bébé. Nous lui donnons les coordonnées d'un planning familial et lui expliquons la procédure concernant l'IVG. Débrouillarde, elle fait le choix de se rendre seule aux rendez-vous.

Nous avons suivi l'évolution de la situation par le biais d'appels téléphoniques et de visites à domicile régulières.

4.Perspectives

Le premier objectif à atteindre sera de retrouver un lien avec les personnes qui se sont éloignées de notre service sans le vouloir vraiment, suite au coronavirus (confinements, distanciations, ...), et de parvenir à « remettre en selle » ceux qui, par exemple, souhaitaient se soigner mais ont baissé les bras à force de rendez-vous reportés ou autres raisons précédemment mentionnées.

La permanence médicale jouait déjà un rôle de tremplin, en plus du travail quotidiennement effectué par l'infirmière. Délaissée cette année par notre public, peut-être que cette présence gratuite d'un médecin, si elle parvient à retrouver son succès, nous aidera à atteindre notre objectif ?

Dans un tout autre registre, notre public étant majoritairement féminin, nous souhaitons mettre à disposition des pilules du lendemain lorsque cela s'avère nécessaire. Bien que ce ne soit pas anodin, cette nouvelle possibilité pourrait déboucher sur une discussion autour de la contraception et ainsi inciter celles qui en ont besoin à rencontrer un gynécologue ou à se rendre dans un planning familial.

Conclusion

Nos statistiques reflètent bien les conséquences engendrées par la crise sanitaire covid-19 sur notre travail.

Notre public vivant au jour le jour, il est nécessaire de lui proposer bon nombre de fois notre aide avant qu'il nous sollicite. Nous le faisons régulièrement pour que, peut-être, un jour, il se lance.

C'est pourquoi nous consacrons déjà une bonne partie de notre temps à tisser un lien, à tenter de sensibiliser chacun sur l'importance de prendre soin de sa santé, à leur rappeler notre présence, notre disponibilité pour les accompagner dans leurs démarches ou leurs soins, ...

Cela portait ses fruits puisque nous recevions de plus en plus de demandes au fil des ans. Aujourd'hui, il serait exagéré de dire que tout est à refaire, mais nous pouvons imaginer qu'il nous faudra certainement beaucoup de temps et d'énergie pour réussir à toucher, réintéresser, remotiver, ... chacun à sa santé.

Conclusion Générale

Nous avons commencé ce rapport d'activités par une citation d'une personne que nous suivons. Une sorte d'hommage à ces personnes qui galèrent au quotidien, qui tentent de maintenir la tête hors de l'eau ou simplement ne pas se noyer définitivement.

En plus du désastre social provoqué par la crise économique engendrée par la crise sanitaire, nous craignons un pas en arrière tant au niveau de la santé que dans la situation psychosociale des personnes.

Tout le travail de prévention que nous mettons en place avec chacune risque d'être mis au second plan au profit de leurs urgences quotidiennes.

Un impact non négligeable a également eu lieu sur notre travail au quotidien. Difficultés de gestion des dossiers, de gestion des angoisses et incompréhensions du public, quarantaine des collègues, réorganisations,... ont perturbé notre quotidien mais nous sommes une équipe qui communique énormément, qui collabore, qui s'entraide et se soutient. Nous n'avons pas failli à la règle et nous avons développé des outils de communication tels que Wathsapp ou des réunions hebdomadaires en ligne.

Une cohésion d'équipe est plus que jamais indispensable pour le bon suivi de nos dossiers souvent très complexes.

Nous souhaitons dès lors conclure notre Rapport d'Activités 2020 en saluant l'engagement professionnel de notre équipe. Nous n'avons fermé aucune permanence sociale, nous n'avons raté aucun appel ni aucun mail, nous avons répondu à toutes les sollicitations de notre public, nous avons été présents dès le premier jour de confinement de mars 2020 jusqu'à aujourd'hui et ce, avec toute la prudence et le soutien qui nous caractérisent. Et nous en sommes assez fiers.